



Assemblée générale

Soixante-douzième session

7^e séance plénière

Mercredi 20 septembre 2017, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Lajčák (Slovaquie)

La séance est ouverte à 9 h 10.

Expression de sympathie à l'occasion des tremblements de terre survenus au Mexique

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de commencer la séance de ce matin, je tiens à exprimer, au nom de l'Assemblée générale, nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple mexicains suite au terrible séisme qui a frappé Mexico hier. Nous déplorons les pertes en vies humaines et nous tenons aux côtés du Mexique dans sa douleur.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S.E.M. Luis Videgaray Caso, Ministre des affaires étrangères des États-Unis du Mexique.

M. Videgaray Caso (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je saisis cette occasion pour exprimer ma sincère gratitude, au nom du peuple et du Gouvernement mexicains, pour les nombreuses manifestations de solidarité internationale émanant des États Membres de la communauté des Nations Unies.

Hier, un tremblement de terre de magnitude 7,1 a touché la ville de Mexico et certaines régions du centre de notre pays. À ce jour, 219 personnes ont été tuées, et des centaines ont été blessées ou sont toujours portées disparues. Notre priorité en ce moment consiste à secourir et à soigner les blessés. Le Mexique a reçu un

coup dur et massif que nous devons surmonter grâce, d'abord, à l'extraordinaire solidarité et à la générosité du peuple mexicain, qui est descendu dans les rues et les zones d'effondrement – il y en a plus de 50 – où l'aide de tous est nécessaire.

Je tiens à remercier tout particulièrement le Secrétaire général, M. António Guterres, et le Secrétariat qui nous ont contactés dès les premières minutes – j'ai personnellement reçu un appel du Secrétaire général – et nous ont aidés à identifier l'assistance spécifique dont nous avons besoin. En particulier, grâce au Système des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe, nous identifions les pays qui possèdent les équipements et les machines dont nous avons besoin pour soutenir les efforts de sauvetage. Nous avons été en contact avec ces pays qui nous fournissent déjà une aide internationale. Les secours sont déjà en route vers la ville de Mexico. Je remercie le Président et toutes les nations qui accompagnent généreusement le Mexique aujourd'hui en cette période difficile.

Allocution de M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Finlande.

M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

17-29390(F)



Document adapté

Merci de recycler



Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Niinistö (*parle en anglais*) : Nos pensées aujourd'hui sont avec les populations du Mexique et des Caraïbes.

Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. La Finlande soutient pleinement vos six priorités et nous apprécions l'accent mis sur les personnes durant votre mandat.

J'aimerais également adresser mes sincères félicitations au Secrétaire général, M. António Guterres. Sa volonté de réformer les Nations Unies est louable. La transparence, la responsabilité, l'efficacité et l'équilibre entre les sexes devraient être les principes directeurs du système des Nations Unies. Je me félicite également de son accent sur la prévention des conflits qui, lorsqu'elle est effective, sauve des vies et des ressources financières. La Finlande continue de préconiser l'utilisation de la médiation dans la résolution des conflits, ce qui peut empêcher les conflits et diminuer les souffrances humaines. Ceux qui sont marginalisés doivent se faire entendre dans les processus de paix. Les femmes, les enfants et les jeunes paient souvent le prix le plus élevé dans les conflits, mais ils contribuent également à trouver un moyen de sortir des crises. La Finlande a contribué à l'établissement d'un réseau nordique de médiatrices qui vise à soutenir la paix grâce à une participation inclusive et significative des femmes dans toutes les phases d'un processus de paix. Les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales sont au cœur du mandat des Nations Unies. Avec son expérience dans les opérations des Nations Unies depuis 1956, la Finlande soutient le Secrétaire général dans ses efforts pour réformer et rendre le maintien de la paix des Nations Unies plus efficace.

Suite à l'engagement que nous avons pris en 2015, la Finlande a considérablement augmenté sa participation aux missions de police des Nations Unies. Des policiers finlandais, y compris une équipe spécialisée dans la violence sexuelle et sexiste, sont actuellement déployés dans sept opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Je suis fermement convaincu qu'aucun soldat de la paix des Nations Unies, ni aucun autre membre du personnel des Nations Unies, ne devrait être associé à

une mauvaise conduite sous une forme ou une autre. Il doit y avoir une tolérance zéro contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, et l'initiative du Secrétaire général visant à créer un cercle de dirigeants est opportune et bienvenue.

Dans les guerres, il n'y a pas de gagnants, mais les conflits continuent. En 2016, 157 000 vies ont été perdues dans des conflits violents à l'échelle mondiale. Il y a près de 68 millions de réfugiés dans le monde aujourd'hui. Les conflits au Moyen-Orient, en Afrique et dans l'est de l'Ukraine sont tous des exemples de souffrances humaines incalculables, et ce ne sont pas les seuls. La communauté internationale n'a pas réussi à maintenir la paix et la sécurité.

La situation grave en République populaire démocratique de Corée est source de préoccupation urgente. Le programme d'armes nucléaires nord-coréen est une menace pour la paix mondiale et doit être stoppé. La coopération du Conseil de sécurité sur la Corée du Nord a été couronnée de succès et il est important de veiller à ce que l'unité puisse prévaloir. Parallèlement toutefois, la Corée du Nord a continué ses provocations, et de tels comportements ne peuvent être tolérés. La Finlande, dans le cadre de l'Union européenne, appuie fermement les sanctions et demande instamment à tous de faire de même. Nous ne pourrions trouver une solution que par la négociation, et le Gouvernement nord-coréen doit y participer sans conditions préalables.

Les armes nucléaires représentent une grave menace pour l'humanité. Tant qu'elles existeront, il y aura un risque de catastrophe. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires demeure la pierre angulaire de la non-prolifération mondiale et le socle du désarmement nucléaire. La manière dont la Finlande aborde cette question se veut pragmatique et axée sur les résultats. Il est primordial de veiller à ce que les pays qui possèdent des armes nucléaires participent à toute négociation sur la question. Je demande à tous les États détenteurs de l'arme nucléaire et à tous les pays qui possèdent de telles armes de prendre des mesures concrètes dans le domaine du désarmement le plus rapidement possible. Il importe également de veiller à ce que l'accord nucléaire passé avec l'Iran soit honoré par toutes les parties et j'accueille aussi positivement les récentes discussions entre les États-Unis et la Fédération de Russie concernant la stabilité stratégique. Nous espérons que cela permettra de relancer les

négociations sur la maîtrise des armements en Europe et dans le monde entier.

Nous devons également accorder une plus grande attention à d'autres menaces, et je voudrais m'arrêter sur deux exemples.

Le premier est la priorité commune que représentent la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. En tant qu'institution mondiale, l'Organisation des Nations Unies est idéalement placée pour promouvoir la lutte contre le terrorisme. J'attends avec intérêt la dynamique qu'imprimera en ce sens le nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme. Le deuxième exemple est que nous devons prendre la sécurité sanitaire davantage au sérieux. Les maladies franchissent rapidement les frontières et la biologie synthétique est une menace émergente. Nous avons besoin d'une meilleure prévention et d'une préparation à l'échelle nationale, associée à une collaboration pluripartenaire au niveau mondial. Le Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale est un forum important dans ce domaine et, aux côtés de l'Australie, la Finlande copréside une alliance en faveur du renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire. Nous devons agir avant que la prochaine pandémie n'éclate.

Les dynamiques démographiques revêtent une très grande importance. Bien que la phase de croissance la plus rapide de la population mondiale connaisse un fléchissement, dans de nombreux endroits la population continue de croître. C'est particulièrement vrai dans certains pays africains, où la population pourrait être multipliée par quatre d'ici à la fin du siècle. La croissance de la population se traduit souvent par une urbanisation rapide. Les villes offrent aux personnes de nombreuses possibilités, et les effets potentiellement positifs de l'urbanisation sont énormes. Toutefois si elle est mal gérée, l'urbanisation peut aussi alimenter le déracinement, le désespoir et même la radicalisation. Un antidote consiste à s'assurer que tous les individus peuvent s'épanouir. Les débouchés économiques et les droits de l'homme sont essentiels à cet égard. Les personnes doivent avoir des raisons de contribuer aux sociétés auxquelles elles appartiennent. Cela nécessite des efforts dévoués en faveur de l'autonomisation des individus, y compris leur accès à l'éducation et aux services de base.

L'égalité entre les sexes est une priorité fondamentale de la politique étrangère finlandaise. En tant que champion de l'initiative IMPACT

10x10x10 lancée dans le cadre de la campagne HeForShe, j'attache personnellement une grande importance à cette question. L'accès universel à la santé sexuelle et procréative, la garantie des droits sexuels et le droit à une éducation sexuelle complète pour tous sont des facteurs clefs du développement durable. Candidate au Conseil exécutif de l'UNESCO, la Finlande considère également l'égalité entre les sexes, une éducation de qualité et la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme des priorités.

Les changements climatiques lient ensemble le Sud et le Nord. Aucun de nous ne sera épargné par leurs effets destructeurs. Outre leur impact direct sur l'environnement, ils ont une incidence négative sur la sécurité et sont une cause de migrations forcées. La mise en œuvre rapide de l'Accord de Paris sur les changements climatiques est encore plus urgente qu'elle ne l'était il y a un an. L'Accord a un objectif clair : maintenir la hausse des températures à moins de 2°C. Nous n'en prenons pas le chemin actuellement, et il nous faut absolument intensifier nos efforts, car la fenêtre pour pouvoir agir est en train de se refermer. La transition des combustibles fossiles aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique doit s'effectuer de manière beaucoup plus rapide que ce que nous observons en ce moment. Les efforts de tous sont nécessaires.

L'Arctique est en première ligne des changements climatiques. Cette région se réchauffe deux fois plus vite que le reste du monde. Si nous perdons l'Arctique, c'est toute la planète que nous perdrons. Nous devons trouver des moyens efficaces de ralentir le réchauffement de l'Arctique. Un de ces moyens est de réduire les émissions de carbone noir et de méthane et leur impact sur l'Arctique. Les sources de carbone noir sont bien connues et des solutions existent. Ce qu'il nous faut, ce sont des mesures énergiques et la volonté partagée de régler le problème. Il faut avant tout réduire les émissions dans la région même de l'Arctique, mais une action mondiale est également nécessaire, car une grande partie du carbone noir provient de l'extérieur de la zone. Je suis résolument convaincu que s'attaquer à cette question sera une solution gagnant-gagnant pour toute l'humanité. La Finlande préside actuellement le Conseil de l'Arctique et la lutte contre les changements climatiques est une de nos priorités.

M. Djani (Indonésie), Vice-président, assume la présidence.

La Finlande célèbre les 100 ans de son indépendance cette année, et le thème de ce centenaire est « Ensemble

». Depuis son accession à l'indépendance, la Finlande a toujours soutenu et respecté un ordre international fondé sur des règles. Dans le monde interdépendant qui est le nôtre aujourd'hui, la défense des intérêts nationaux passe aussi par des efforts internationaux. J'ai la ferme conviction que les défis et les menaces de dimension mondiale doivent être affrontés non pas de manière individuelle, mais par la communauté internationale dans son ensemble. La paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement nous concernent tous. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions faire de ce monde un monde meilleur.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Finlande de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M Almazbek Atambaev, Président de la République kirghize

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République kirghize.

M. Almazbek Atambaev, Président de la République kirghize, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Almazbek Atambaev, Président de la République kirghize, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Atambaev (*parle en russe*) : Je tiens d'abord à exprimer mes sincères condoléances au peuple mexicain suite au séisme catastrophique qui a frappé le pays.

Mon peuple ancestral a parcouru un long et difficile chemin pour son développement historique et son rétablissement. Il y a des siècles, nous avons élaboré notre propre langue écrite et créé notre propre État multiethnique connu sous le nom historique de grand Khanat kirghize. Malheureusement, les événements historiques ont entraîné la perte du Khanat et la destruction de la grande partie de notre population. Nous étions considérés comme un groupe ethnique disparu. C'est pourquoi la liberté, l'indépendance et un

État souverain sont devenus nos idéaux nationaux et une force motrice passionnée pour notre peuple tout au long du voyage historique. Ce voyage a débouché en 1991 sur la réalisation de notre souveraineté en 1991.

Toutefois, notre lutte pour la liberté, la démocratie et la justice se poursuivent. Je suis fier de mon peuple épris de liberté qui, au cours des 12 dernières années, a mené deux révolutions populaires contre des régimes dictatoriaux et a montré que la source du pouvoir dans la République kirghize ne peut être que le peuple.

« Dans d'autres pays, des événements similaires auraient pu entraîner la destruction de la démocratie et des troubles importants; le peuple kirghize a connu des circonstances difficiles mais a su préserver sa démocratie qui, je l'espère, servira de modèle à d'autres pays. »

Ce sont les paroles du Secrétaire général, et nous sommes éternellement reconnaissants à M. António Guterres pour son évaluation équilibrée des événements historiques survenus dans notre pays tout récemment.

Comme tous les autres pays qui ont choisi la voie du développement durable, la République kirghize s'est engagée à atteindre les objectifs de développement durable. Le bien-être et la prospérité de l'humanité sont notre objectif principal. Malgré l'impact de la crise économique et financière mondiale, la baisse du prix des hydrocarbures et le blocage des grandes puissances basé sur les sanctions, le produit intérieur brut de la République kirghize n'a cessé de croître au cours des dernières années, et notre monnaie, le som, est l'une des devises les plus stables des pays de la Communauté d'États indépendants.

Nous avons lancé plusieurs grands projets, y compris l'amélioration de nos infrastructures. Notre pays est parvenu à son indépendance énergétique et le secteur de l'énergie est stable. La République kirghize est sortie de l'impasse pour devenir un pays en transition.

Nous nous acquittons de tous nos engagements sociaux. Les salaires des enseignants et des médecins sont en augmentation, tout comme les pensions et autres prestations sociales. Au cours des cinq dernières années, la pauvreté extrême a diminué d'un facteur de 4.5.

Nous avons lancé une campagne systématique contre la corruption visant à débarrasser le Gouvernement de ce fléau, en particulier aux niveaux les plus élevés du pouvoir. Dans notre pays, il n'y a plus

de cercles privilégiés et intouchables, comme c'était encore le cas il y a six ou sept ans.

Aujourd'hui, nous sommes engagés dans un dialogue sur un pied d'égalité avec tous nos partenaires internationaux. Nous construisons notre indépendance en politique étrangère, en la fondant exclusivement sur la protection de nos intérêts nationaux, une priorité particulière étant accordée à l'intégration régionale, afin de développer des relations d'amitié et de bon voisinage avec les pays qui nous entourent.

La paix, le consensus et la stabilité comptent parmi nos grandes réalisations de ces dernières années. Le pays évolue sous nos yeux. La République kirghize est le premier et seul pays de la région de l'Asie centrale post-soviétique doté d'une démocratie parlementaire. Les organisations internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies, reconnaissent que la République kirghize est l'un des États les plus libres et stables et ayant une société civile forte en Euroasie.

Il convient de noter en particulier que nous mettons en place un nouveau modèle électoral en utilisant des technologies biométriques pour identifier les électeurs et compter les votes par voie électronique. Nous avons utilisé ce système avec succès en 2015 pour les élections législatives et lors d'un référendum tenu l'année dernière. Le processus démocratique et l'ouverture qui ont caractérisé la campagne électorale dans la République kirghize ont été validés par les observateurs internationaux et, surtout, par l'acceptation de leurs résultats par les partis politiques du pays. La campagne est désormais bien lancée pour l'élection présidentielle prévue le 15 octobre.

À notre avis, la tenue d'élections régulières et transparentes est essentielle à la stabilité du pays, et nous sommes déterminés à y parvenir. Je crois fermement que le Gouvernement nouvellement élu de mon pays continuera de promouvoir son développement en tant qu'État démocratique et ouvert. Le Kirghizistan élabore actuellement une stratégie nationale à long terme de développement durable à l'horizon 2040. Les objectifs stratégiques de notre pays en termes de développement durable comprennent l'accélération d'un développement économique qui fournisse des emplois décents à la population; assure le bien-être économique et social, la sécurité publique et une haute qualité de vie; et permette le développement d'une démocratie parlementaire et d'une société civile forte.

L'une des initiatives clefs de cette stratégie est l'initiative "Société propre" *Taza Koom*, qui vise à développer et à promouvoir les principes de l'administration électronique et d'une société ouverte dans notre pays. Lors de sa visite dans mon pays, le Secrétaire général, M. Guterres, a noté que la République kirghize n'est pas seulement le pionnier de la démocratie en Asie centrale, mais est aussi devenue un pionnier dans le renforcement non seulement d'un environnement numérique mais aussi d'une économie numérique.

Sur la base de toutes les mesures que nous avons prises, je pense que, dans un proche avenir, la République kirghize deviendra un pays économiquement développé, et socialement sûr et prospère doté d'un complexe agro-industriel et d'un potentiel manufacturier. Ce sera un pays sûr dans lequel il fera bon vivre et de séjourner dans le cadre d'un tourisme viable, un pays soutenu par son appartenance au Partenariat de la montagne riche de ses monuments naturels, historiques et culturels sans pareil, le long de la grande Route de la soie. Ce sera un pays en bonne santé, éduqué, cultivé, libre et prospère, gouverné par des dirigeants responsables et justes.

L'année 2040 marquera 1200 ans depuis l'avènement du Khanat kirghize, lorsque l'État kirghize a atteint son apogée au X^e siècle. Nous devons à la fois à notre histoire et à notre avenir d'atteindre 2040 en tant qu'État solide, autonome et hautement développé.

Les conséquences des changements climatiques nous menacent désormais tous à divers degrés, et les pays montagneux comme la République kirghize sont sur la ligne de front en raison des écosystèmes complexes associés au terrain. Les problèmes liés aux changements climatiques ont une incidence sur tous les secteurs de l'économie de la République kirghize et causent des dommages considérables dus à des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes dans les zones montagneuses, y compris les coulées de boue, les glissements de terrain, les inondations et les avalanches.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'accélération de la fonte des glaciers kirghizes, qui sont des réservoirs naturels et une source d'eau douce non seulement pour l'Asie centrale, mais pour le monde entier. Selon les prévisions, d'ici à 2025, la superficie totale des glaciers dans la République kirghize pourrait diminuer de 30 % à 40 %, à la suite de quoi le niveau de l'eau des fleuves d'Asie centrale pourrait baisser de 25 à 35 %. D'ici à 2100, les glaciers de la République kirghize

pourraient disparaître complètement de la surface de la Terre. C'est pourquoi notre pays s'attache à promouvoir la mise en oeuvre de projets conjoints pour préserver les glaciers dans les écosystèmes montagneux.

L'essence même de la transition vers le développement durable a trait à la survie de l'humanité et à la préservation de la biosphère. En raison des changements climatiques, plusieurs espèces animales rares et la biodiversité de nos écosystèmes montagneux sont menacées d'extinction.

Ainsi, depuis les années 90, la population mondiale de léopards des neiges a diminué de moitié. En 2013, nous avons lancé le Forum mondial pour le léopard des neiges, qui a marqué le début d'une noble mission : faire de la préservation de cette espèce et de son écosystème un objectif environnemental stratégique. Il y a tout juste trois semaines, à Bichkek, nous avons organisé avec succès le deuxième Forum international sur le léopard des neiges et son écosystème. Un des principaux résultats de ce forum a été la proposition de la République kirghize de mettre en place un projet rassemblant plusieurs pays au niveau régional, l'enjeu étant la préservation de notre biodiversité nationale et, tout aussi important, de la diversité mondiale.

Dans le monde moderne, l'homme a tendance à oublier ses origines. À l'heure où le monde est chaotique et fragmenté et où les divisions se multiplient, toutes les nations ont besoin d'éléments rassembleurs et plutôt que de théories politiques qui divisent les peuples que ce soit à propos des croyances religieuses ou des langues parlées, nous avons besoin d'idées qui nous rassemblent. C'est pourquoi, notre pays a élaboré toute une série de mesures et de projets internationaux. À titre d'exemple, afin de montrer la grandeur de la civilisation nomade à la communauté internationale, la République kirghize a proposé un projet inédit : les Jeux nomades mondiaux. L'Assemblée générale a apporté une reconnaissance internationale à ce projet pour sa contribution au dialogue interculturel. L'année prochaine, nous accueillerons les troisièmes Jeux nomades, et nous invitons chacun à y participer.

En juillet, nous avons organisé un forum international sur les « civilisations de l'Altaï et les peuples apparentés de langue altaïque ». Son objectif principal était de développer un patrimoine commun et de le faire connaître ainsi que d'encourager des échanges culturels entre les peuples de mêmes racines altaïques, afin de renforcer et d'élargir la coopération entre les États appartenant à la famille linguistique altaïque.

La conférence internationale initiée par mon pays sur le thème « L'Islam et l'État séculaire moderne » est consacrée au renforcement de la paix et au développement du dialogue entre les cultures. Elle se tiendra les 28 et 29 septembre à Bichkek. Nous estimons qu'il est important d'analyser l'interaction entre l'État, les institutions religieuses et les sociétés civiles dans les pays laïques et d'échanger les expériences et les informations à ce propos.

Toutes ces initiatives forment la contribution de la République kirghize à la préservation de la paix et de la stabilité et au développement de la diversité culturelle et de la tolérance en tant que contrepoids aux menaces contemporaines que sont le terrorisme et la radicalisation et nous sommes convaincus que ce travail portera ses fruits.

Un des facteurs clefs du bien-être en Asie centrale est l'utilisation mutuellement avantageuse des ressources hydriques et énergétiques. La République kirghize a toujours plaidé en faveur du développement et de la mise en place dans la région de mécanismes économiques pour l'utilisation de l'eau. Le caractère limité des ressources en eau nous fera comprendre tôt ou tard que l'eau est une ressource économique qui doit être utilisée de manière raisonnable. Je tiens à souligner tout particulièrement que les problèmes d'utilisation de l'eau en Asie centrale peuvent et doivent être réglés par les États de la région et eux seuls, au moyen d'un dialogue ouvert et constructif qui tienne compte des intérêts et des besoins de tous les pays. On ne peut accepter que les organisations internationales et régionales dictent aux pays de l'Asie centrale les approches à suivre et les moyens à employer pour développer la coopération dans ce domaine.

Je manquerais à tous mes devoirs si je ne mentionnais pas le problème de la gestion des nombreux résidus d'uranium hérités de l'Union soviétique auquel se heurte la République kirghize. Ces résidus représentent une menace pour toute la région. Nous savons tous que plusieurs grands sites d'enfouissement des déchets d'uranium sont situés à proximité de rivières et de sources. En cas d'accident sur un de ces sites, la pollution des rivières de la région par des déchets hautement toxiques pourrait avoir des conséquences écologiques et humanitaires à grande échelle et compromettrait la vie et la santé de millions de personnes, sans parler que cela risquerait même de mettre en péril le développement socioéconomique de tous les pays de l'Asie centrale.

C'est pourquoi, en 2012, la République kirghize a proposé l'adoption d'une résolution spécialement consacrée aux résidus d'uranium en Asie centrale. L'Assemblée générale a adopté ce texte en tant que résolution 68/218 en 2013. En cinq ans, nous avons réalisé d'importants progrès dans le règlement des problèmes de radiation et de sécurité environnementale. Aujourd'hui, nous estimons que l'heure est venue pour l'Assemblée générale d'adopter une résolution reconnaissant les résultats obtenus. Dans ce contexte, il y aura aujourd'hui, à New York, une réunion spéciale sur cette question, à l'initiative notamment de la République kirghize. Nous pensons que cette réunion nous permettra de proposer de nouveaux programmes et de nouvelles mesures conjointes visant à réhabiliter les sites d'enfouissement des déchets d'uranium.

À propos des questions de paix, de sécurité et de développement durable qui concernent tous les pays de la planète, je tiens également à évoquer le problème du terrorisme. La communauté internationale doit intensifier ses efforts pour combattre le terrorisme et l'extrémisme ainsi que leurs phénomènes connexes, tels que le trafic de drogue et d'armes, la traite des êtres humains et le blanchiment d'argent. Malheureusement, les mesures prises à ce jour par la communauté internationale sont insuffisantes et conduisent même parfois à une confrontation entre les États. Or ce n'est que par une action concertée et des efforts conjoints que nous pourrions réellement endiguer les menaces liées au terrorisme et à l'extrémisme.

Aujourd'hui, je ne peux manquer de mentionner la situation actuelle au Myanmar et le sort des musulmans dans ce pays. Le Kirghizistan condamne résolument les violences perpétrées contre la minorité ethnique au Myanmar et nous appelons sincèrement toutes les parties au conflit à engager des négociations pacifiques.

Nous appelons également tous les pays du monde à respecter leurs engagements à l'égard des dispositions des conventions internationales relatives à la non-prolifération des armes de destruction massive.

Nous jugeons encourageant le fait que l'ONU joue un rôle de plus en plus important dans nos efforts collectifs pour faire face aux défis et aux menaces du monde d'aujourd'hui. Mais à mesure que l'ONU voit son rôle s'accroître, il faut aussi qu'elle soit davantage comptable de son action. À l'heure actuelle, les 15 membres du Conseil de sécurité décident littéralement du sort du monde. Le consensus auquel ils parviennent fait pencher la balance du côté de la guerre

ou au contraire de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans diverses régions de notre planète. En outre, les cinq membres permanents du Conseil ont toujours la possibilité de bloquer une quelconque décision. Le Kirghizistan est donc favorable à l'adoption de mesures urgentes pour améliorer le Conseil de sécurité afin que les intérêts de la majorité des États soient pris en compte.

Le monde va continuer à se développer et à changer. Il continuera à être confronté à des difficultés et des crises, à réaliser des percées et à obtenir des succès dans le domaine du développement. Mais nous sommes tous unis par le même désir de préserver la paix et la concorde sur notre Terre. Pour qu'il en soit ainsi, nous devons faire en sorte que chaque pays puisse se développer selon des conditions équitables, que personne ne soit laissé de côté, abandonné au chaos et à ses problèmes.

La mise en œuvre des objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et d'autres accords internationaux doit rester la priorité principale de notre action concertée en tant que communauté internationale. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions édifier un monde fondé sur la diversité culturelle; un monde fondé sur le dialogue, pas sur les sanctions; un monde qui s'appuie sur des mesures préventives et sur une plus grande responsabilisation; un monde où personne n'est oublié et laissé de côté.

Alors unissons nos efforts, aidons tous les peuples sur Terre à avoir une vie meilleure et à vivre un peu plus dans la joie, ne serait-ce qu'un tout petit peu. Ensemble bâtissons un monde qui offre une vie digne pour tous les habitants de la planète Terre.

(l'orateur poursuit en kirghize, texte russe fourni par la délégation)

J'arrive au bout de mon discours et je voudrais maintenant m'adresser, dans notre langue, à mes chers compatriotes kirghizes. Après mille ans d'effort, les nomades kirghizes ont trouvé leur chemin. Pour y parvenir, nos ancêtres ont dû par milliers donner leur vie et nos mères, par milliers, ont été dévastées par le chagrin. Y a-t-il une seule montagne où des os kirghizes ne sont pas enfouis? Y a-t-il une seule vallée où le sang kirghize n'a pas coulé?

Dans quelques jours, les Kirghizes éliront leur nouveau dirigeant. Ne perdons pas notre chemin en suivant les oligarques et les dirigeants d'autres pays. Jamais plus nous ne devons laisser d'autres dicter au dirigeant kirghize sa conduite. Jamais plus nous

ne devons accepter que notre richesse nationale soit vendue pour une bouchée de pain, nos terres données en cadeau pendant que notre peuple souffre. Ne cédon pas aux sirènes de l'argent. Ne nous laissons plus jamais tromper par de belles paroles. Ne nous regardons pas les uns les autres avec duplicité. Soyons honnêtes les uns avec les autres. Nous devons préserver notre dignité et notre unité. Nous devons protéger notre patrie. Nous devons protéger notre peuple.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République kirghize de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Almazbek Atambayev, Président de la République kirghize, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ilham Heydar oglu Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Azerbaïdjan.

M. Ilham Heydar oglu Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ilham Heydar oglu Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Aliyev (*parle en anglais*) : Depuis plus de 25 ans, l'Arménie occupe 20 % du territoire de l'Azerbaïdjan : le Haut-Karabakh et sept autres régions de notre pays. Depuis des temps anciens et historiques, le Haut-Karabakh fait partie du territoire de l'Azerbaïdjan. À la suite de l'agression arménienne, près de 20 % du territoire internationalement reconnu de l'Azerbaïdjan se trouve sous occupation arménienne. Plus d'un million d'Azerbaïdjanais sont devenus des réfugiés et des déplacés. L'Arménie a mis en œuvre une politique de nettoyage ethnique contre les Azerbaïdjanais en Arménie, au Haut-Karabakh et dans sept autres régions de l'Azerbaïdjan.

L'Arménie a commis un génocide contre les Azerbaïdjanais à Khojaly. Le génocide de Khojaly est déjà officiellement reconnu par plus de 10 pays. Le 26 février 1992, l'Arménie a commis des crimes

de guerre, tuant 613 résidents pacifiques de Khojaly, dont 106 femmes et 63 enfants. L'un des criminels de guerre qui ont commis cet ignoble crime contre l'humanité est l'actuel Président arménien.

Des organisations internationales de premier plan ont adopté des résolutions exigeant le retrait des troupes arméniennes du territoire de l'Azerbaïdjan. En 1993, le Conseil de sécurité a adopté les résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993), exigeant le retrait immédiat et inconditionnel des troupes arméniennes du territoire de l'Azerbaïdjan. D'autres organisations internationales, comme l'Organisation de la coopération islamique, le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen, ont adopté des décisions et des résolutions similaires.

L'Arménie ne les a pas mises en œuvre. Depuis 24 ans, l'Arménie fait fi des résolutions du Conseil de sécurité et, malheureusement, elle n'a pas été punie pour cela. Dans certains cas, les résolutions du Conseil de sécurité sont mises en œuvre en quelques jours. Dans notre cas, des résolutions adoptées il y a 24 ans n'ont pas encore été mises en œuvre. Il s'agit d'une approche relevant de la politique de deux poids, deux mesures, qui est inacceptable. Il faut imposer des sanctions internationales à l'Arménie. L'une des réformes importantes de l'ONU doit être la création d'un mécanisme chargé d'assurer la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

L'Arménie met tout en œuvre pour maintenir le statu quo et pour faire obstacle à des négociations sur le fond. Les Coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE – la France, la Russie et les États-Unis – ont déclaré à plusieurs reprises que le statu quo était inacceptable. Comment un État aussi défaillant et aussi corrompu, dirigé par un régime despotique et médiéval, peut-il se permettre de violer le droit international pendant tant d'années et de faire fi des résolutions du Conseil de sécurité et des déclarations des puissances mondiales? La réponse est : deux poids, deux mesures. Il n'y a pas de pression internationale sur l'agresseur, pas de sanctions internationales imposées à la dictature arménienne. Il faut mettre un terme à cette politique. Une telle politique à l'égard de l'agresseur n'est pas seulement un signe d'injustice; elle crée également l'illusion que la dictature arménienne peut poursuivre sa politique de terreur.

En avril 2016, l'Arménie a commis un autre crime de guerre sur la ligne de contact, en attaquant nos villes et nos villages. Cette attaque a fait six morts, dont un enfant, et 26 blessés parmi les civils azerbaïdjanais. Des centaines de nos maisons ont été détruites. L'Azerbaïdjan a été obligé de défendre ses citoyens. À la suite d'une contre-attaque couronnée de succès, l'Azerbaïdjan a libéré quelques territoires dans les trois régions occupées, à savoir Agdere, Fuzuli et Jabrayil, et a hissé son drapeau national dans les territoires libérés. Les dirigeants arméniens ne doivent pas oublier cette leçon. Sinon, les conséquences de la prochaine provocation arménienne seront encore plus douloureuses.

Quand elle subit une défaite sur le champ de bataille, l'Arménie recourt à sa politique hostile, qui consiste à attaquer nos villes et nos villages. Le 4 juillet, l'Arménie a lancé une attaque ciblée contre le village d'Alkhanli dans le district de Fuzuli à l'aide de mortiers de 82 et 120 millimètres et de lance-grenades. Deux civils ont été tués : Zahra Guliyeva, une fillette de 2 ans, et sa grand-mère. Le 7 août, dans la région de Tovuz, située le long de la frontière avec l'Arménie, un garçon de 13 ans a été blessé par des soldats arméniens. La communauté internationale doit mettre un terme au fascisme et à la terreur arméniens.

L'Azerbaïdjan est engagé en faveur d'un règlement pacifique du conflit. Dans le même temps, si les provocations militaires arméniennes continuent, il défendra ses citoyens, conformément à la Charte des Nations Unies. Si nécessaire, l'Azerbaïdjan punira à nouveau l'agresseur, comme il l'a fait en avril 2016.

Le conflit arménien-azerbaïdjanais concernant le Haut-Karabakh doit être réglé sur la base du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. L'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan doit être entièrement rétablie.

En dépit de graves difficultés découlant de l'occupation arménienne, l'Azerbaïdjan s'est développé rapidement et avec succès. L'Azerbaïdjan est un membre actif de l'ONU. En 2011, il a été élu membre non permanent du Conseil de sécurité. Au total, 155 pays ont voté pour l'Azerbaïdjan. La majorité absolue des États Membres ont démontré leur appui à l'Azerbaïdjan et à sa politique. Il s'agissait d'un grand succès pour l'Azerbaïdjan, qui, à cette époque, n'existait que depuis 20 ans.

L'Azerbaïdjan est un pays stable, moderne et démocratique. Le développement de la démocratie

et la protection des droits de l'homme font partie des principales priorités de notre gouvernement. Toutes les libertés fondamentales sont pleinement garanties en Azerbaïdjan, notamment la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté de religion.

L'Azerbaïdjan est l'un des centres de multiculturalisme reconnus dans le monde. Le multiculturalisme est une politique d'État en Azerbaïdjan. Des représentants de toutes les ethnies et religions vivent en Azerbaïdjan dans la paix et l'harmonie. En Azerbaïdjan, 2016 a été proclamée « Année du multiculturalisme » et 2017 a été proclamée « Année de la solidarité islamique ».

Contrairement à l'Arménie, qui ne compte pratiquement pas de minorités nationales, et qui est un pays mono-ethnique où la xénophobie est une politique d'État, l'Azerbaïdjan est un pays multiethnique. La diversité culturelle, ethnique et religieuse de notre société est pour nous un grand atout. L'Arménie, où l'islamophobie a atteint son sommet, a commis de nombreux actes de vandalisme, détruisant toutes les mosquées dans les territoires occupés.

L'Azerbaïdjan a accueilli de nombreuses manifestations internationales visant à renforcer le dialogue interreligieux. Je pense notamment au septième Forum mondial de l'Alliance des civilisations, au Sommet mondial des chefs religieux, au Forum mondial sur le dialogue interculturel – à quatre reprises – et au Forum humanitaire international de Bakou – à cinq reprises – ainsi qu'à d'autres manifestations importantes.

En sa qualité de membre de l'Organisation de la coopération islamique et du Conseil de l'Europe, l'Azerbaïdjan a lancé en 2008 le Processus de Bakou, qui bénéficie de l'appui de l'ONU. L'objectif principal du Processus de Bakou est de renforcer le dialogue, le partenariat et la coopération entre le monde musulman et l'Europe.

En 2015, l'Azerbaïdjan a accueilli les premiers Jeux européens, auxquels ont participé 6000 athlètes de 50 pays. Et cette année, nous avons accueilli les quatrièmes Jeux de la solidarité islamique, auxquels ont pris part 3000 athlètes de 54 pays. C'est dire qu'en l'espace de deux ans, la capitale Bakou a abrité aussi bien les Jeux européens que les Jeux de la solidarité islamique, contribuant ainsi grandement à la promotion du multiculturalisme. Attestant de son statut de grande nation sportive, l'équipe azerbaïdjanaise s'est

classée deuxième aux Jeux européens et première aux Jeux de la solidarité islamique. Autre preuve de notre engagement dans ce domaine : l'Azerbaïdjan a terminé quatorzième au classement des médailles aux Jeux olympiques de Rio de 2016, remportant 18 médailles au total.

L'Azerbaïdjan a accompli des progrès considérables dans le domaine du développement social et économique. Notre économie a plus que triplé depuis 2004, et nous avons créé plus de 1,6 million d'emplois, maintenant notre taux de chômage à 5 %, soit l'un des plus bas au monde. Nous avons accordé la priorité à la réduction de la pauvreté; nos niveaux de pauvreté sont passés de 40 % en 2004 à 5 ou 6 % actuellement. Nos réserves de devises sont égales à notre produit intérieur brut (PIB) et la dette extérieure du pays équivaut à moins de 20 % de notre PIB. En 2009, l'Azerbaïdjan a été nommé champion du monde de la réforme dans le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale. Le rapport sur la compétitivité mondiale 2016-2017 du Forum économique mondial de Davos a classé l'Azerbaïdjan à la 37^e place sur 138 pays. En 2015, l'Azerbaïdjan a reçu le prix Sud-Sud en reconnaissance des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et est classé depuis 2010 dans le groupe de pays à développement humain élevé. Le développement rapide de notre espace industriel a permis à l'Azerbaïdjan de rejoindre le club spatial mondial avec Azerspace et Azersky, ses deux satellites de télécommunications et d'observation de la terre. Un troisième satellite, Azerspace-2, sera lancé bientôt.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan exporte des produits aussi bien intellectuels qu'industriels et agricoles. Notre agence publique de prestation de services et d'innovations sociales pour les citoyens, ASAN, est un modèle de relations publiques et de prestation de services modernes. Avec 251 services regroupées sous un seul toit, la transparence absolue de l'agence et sa tolérance zéro pour la corruption et les pots-de-vin l'ont rendue attractive pour de nombreux pays. En tant que produit purement azerbaïdjanais, elle a fourni durant les cinq années de son existence plus de 1,6 million de services à 5 millions de personnes. Le nombre total d'applications est de 17 millions et sa notation par le public est favorable à 98 %. En 2015, en reconnaissance de sa contribution à une prestation de services publics excellente, créative et simplifiée, l'ASAN a reçu le Prix des Nations Unies pour le service public.

L'amélioration des conditions de vie de nos citoyens est le principal objectif de nos politiques. Depuis 2004, les salaires ont multipliés par 5,6 et les pensions par 8,2. Sans aide financière étrangère, nous avons construit près de 100 nouvelles agglomérations et villes pour les réfugiés et les déplacés touchés par l'occupation arménienne. Ce faisant, nous avons amélioré les conditions de vie de plus de 250 000 personnes, en leur fournissant de nouvelles maisons et de nouveaux appartements, et en construisant 152 écoles, 59 centres de santé et 60 jardinières d'enfants sur leur lieux de résidence. En tout, depuis 2004 nous avons construit ou rénové plus de 3000 écoles et 600 hôpitaux et centres de santé. Le taux d'alphabétisation en Azerbaïdjan atteint près de 100 %. Chaque année plus de 5 millions de personnes – soit la moitié de la population – bénéficient d'examen médicaux entièrement pris en charge par le budget de l'État.

L'Azerbaïdjan joue un rôle important dans le marché énergétique mondial. En tant que fournisseur fiable de pétrole et de gaz aux marchés internationaux, nous assurons la sécurité énergétique de plusieurs pays de la planète. Aujourd'hui, avec ses partenaires internationaux, l'Azerbaïdjan est en voie d'achever le projet de construction du corridor gazier sud-européen, d'un coût de 40 milliards de dollars, un des plus importants projets d'infrastructure au monde.

Notre autre de nos priorités importantes est le transport. Situé comme il l'est entre l'Europe et l'Asie, l'Azerbaïdjan est en train d'utiliser de façon avisée sa position géographique pour devenir l'un des principaux pôles de transport en Eurasie. Ces dernières années, nous avons construit six aéroports internationaux et 11 000 kilomètres d'autoroutes et de routes modernes. Les 270 navires azerbaïdjanais forment la plus grande marine marchande de la mer Caspienne, et nos chantiers navals modernes sont capables de construire des navires de tous types et de tous tonnages. Nous sommes aussi en train de moderniser notre réseau ferroviaire, qui s'étend à présent à tout le territoire. L'année prochaine, nous inaugurerons un port international de marchandises, le plus grand de la région caspienne. L'Azerbaïdjan investit énormément dans les couloirs de transport Est-Ouest et Nord-Sud qui traversent le pays dans les deux sens.

Le Président assume de nouveau la présidence.

Pour terminer, je voudrais signaler que l'année dernière nous avons célébré le vingt-cinquième anniversaire du recouvrement de notre indépendance. Le développement réussi de l'Azerbaïdjan prouve une

fois encore qu'un pays ne peut réussir que s'il est libre et indépendant et que s'il est maître de sa destinée. Notre plus grand bonheur en tant qu'Azerbaïdjanais c'est de vivre dans un pays indépendant, qui met en œuvre des politiques indépendantes – des politiques axées sur les intérêts de son peuple.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Azerbaïdjan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Ilham Heydar oglu Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. David Arthur Granger, Président de la République du Guyana

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Guyana.

M. David Arthur Granger, Président de la République du Guyana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. David Arthur Granger, Président de la République du Guyana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Granger (*parle en anglais*) : Je voudrais avant toute chose exprimer les plus sincères condoléances et la solidarité du Gouvernement et du peuple guyanais aux victimes du séisme qui a frappé hier le Mexique, et à celles de l'ouragan Maria qui a pratiquement détruit le Commonwealth de Dominique il y a deux jours.

La République coopérative de Guyana vous félicite, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Nous sommes confiants que sous votre direction, des progrès seront accomplis dans la promotion des préoccupations de la communauté internationale et la concrétisation du thème du débat général de la présente session de l'Assemblée, à savoir « Priorité à l'être humain: paix et vie décente pour tous sur une planète préservée ». La Guyana salue aussi le brio avec lequel votre prédécesseur, l'Ambassadeur Peter Thomson, des Fidji, a dirigé l'Assemblée au cours de l'année écoulée. Je voudrais également saisir cette

occasion pour féliciter le Secrétaire général, M. António Guterres, de sa nomination l'année dernière, et pour lui souhaiter plein succès dans son mandat.

Aujourd'hui, je veux parler des êtres humains, de la paix et de la planète. Rien n'est plus important dans ce débat général que de veiller à ce que tous les représentants ici présents respectent son thème, « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée ». Premièrement, le thème nous enjoint de mettre l'accent sur les êtres humains – les êtres humains de tous les pays et de toutes conditions. Il concerne la condition humaine des personnes dans les États petits et grands, riches et pauvres, forts et faibles. Il concerne la condition de l'humanité partout sur Terre.

Le monde est confronté à plusieurs crises humanitaires graves. Dans de trop nombreuses régions du monde, les enfants continuent de mourir de maladies évitables ou se couchent le ventre vide. Dans certains endroits, les femmes se voient refuser l'égalité d'accès aux emplois qui leur permettraient de bénéficier d'une bonne qualité de vie. L'écart entre les riches et les pauvres dans le monde demeure beaucoup trop important. Les conflits au sein des États ont engendré une vaste crise internationale des réfugiés, provoquant le déplacement de millions de personnes forcées de fuir leurs pays d'origine.

Les objectifs de développement durable incarnent notre détermination et notre volonté collectives d'éliminer la faim et la pauvreté de notre planète tout en favorisant l'égalité d'accès à l'éducation, à l'emploi et à la justice sociale pour les hommes et les femmes. L'adoption des objectifs de développement durable a propulsé nos aspirations à un monde meilleur en actions et objectifs concrets et tournés vers l'avenir. Ces objectifs cherchent à promouvoir le respect de la dignité inhérente aux personnes et de leurs droits en tant qu'êtres humains. Toutefois, leur réalisation est entravée par les violations des droits de l'homme, les migrations involontaires des personnes poussées à quitter leurs pays d'origine ainsi que par le terrorisme et la guerre. Le défi pour l'Organisation des Nations Unies est de se montrer déterminée à mieux faire respecter les droits des citoyens au sein des structures de gouvernance de nos États Membres.

Deuxièmement, je veux parler de la planète Terre. Une planète viable est le plus grand patrimoine de l'humanité. Rien n'est plus indispensable à la survie des êtres humains. Nous avons trop longtemps été indifférents à la nécessité de protéger la planète, et sa

viabilité est maintenant menacée sur plusieurs fronts. Les changements climatiques ne sont pas une fiction ou l'invention de quelques extrémistes. Cette année, les petits États insulaires des Caraïbes et plusieurs régions de l'Amérique du Nord ont subi la furie dévastatrice d'une série d'ouragans – Harvey, Irma, José, Katia, Lee et Maria, dont l'humanité a contribué à la fréquence et à la férocité par l'exploitation irresponsable des ressources de la Terre.

L'ouragan Irma était un présage meurtrier et destructeur de l'extrême vulnérabilité et fragilité des petits États insulaires en développement et des États côtiers de faible altitude des Caraïbes, et le Guyana contribue, dans la limite de ses moyens, à porter secours aux populations touchées dans les États frères des Caraïbes. L'année dernière, dans cette même salle, le Guyana a signé et célébré l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Cette année, nous renouvelons notre attachement à ses objectifs en démontrant le rôle de pionnier qu'occupe le Guyana dans la bonne intendance mondiale de l'environnement. Il convient de rappeler qu'en 1989, trois ans avant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio en 1992, le Guyana a eu la clairvoyance de s'engager dans une alliance environnementale avec la communauté internationale en consacrant 360 000 hectares de ses forêts ombrophiles,

« pour élaborer, démontrer et rendre accessibles aux systèmes du Guyana et de la communauté internationale des méthodes et des techniques pour l'utilisation viable des multiples ressources des forêts tropicales et la préservation de la diversité biologique ».

Vingt ans après cette initiative internationale, le Guyana a conclu un accord avec le Royaume de Norvège,

« afin de travailler ensemble pour fournir au monde un modèle pertinent, reproductible, de la façon dont le Programme des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et sur le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de carbone forestier dans les pays en développement, connu sous le nom de programme REDD-plus, peut accorder les objectifs de développement des pays forestiers avec la nécessaire lutte mondiale contre les changements climatiques ».

Le Guyana fait partie du bouclier guyanais, un des derniers domaines de forêt ombrophile vierge restant dans le monde. Le bouclier guyanais est à l'origine de 15 % des réserves mondiales d'eau douce. Sa biodiversité fournit des services rendus par les écosystèmes, tels que la nourriture, l'eau douce et les médicaments. Elle fournit des services environnementaux, tels que la régulation du cycle de l'eau, de la qualité de l'eau et de la pollinisation. Les forêts du bouclier captent et stockent le carbone, atténuant ainsi l'effet de serre. En d'autres termes, le bouclier est indispensable à la vie sur Terre. Le Guyana appelle l'ONU à contribuer à protéger et à préserver le bouclier guyanais en tant que ressource mondiale pour la survie et la viabilité de notre planète.

J'en viens maintenant à la paix. La lutte pour la paix a été le principal objectif et la principale préoccupation de l'Organisation tout au long de son existence. Une bonne qualité de vie pour les peuples du monde et une utilisation durable des ressources de la planète reposent sur la paix et la justice, notamment la justice au sein des États et entre eux. Le monde est las de la guerre. Lutter pour la paix doit être la quête incessante de l'humanité. L'Organisation des Nations Unies est le principal instrument mondial de la paix. Elle a un rôle vital à jouer pour garantir le respect du droit international par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice et du Conseil de sécurité. Dans cette lutte pour la paix, nous devons chercher à résoudre les conflits interétatiques de longue date. À cet égard, le Guyana appuie l'appel lancé en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, afin de donner encore plus de poids aux pays en développement.

Nous réaffirmons notre appui à la solution des deux États au conflit israélo-palestinien. Nous affirmons le droit du peuple palestinien à une patrie et une existence digne. Nous exigeons la levée de l'embargo économique préjudiciable qui pèse sur l'île caribéenne de Cuba et entrave son droit au développement.

La lutte pour la paix et le droit au développement sont les plus grandes préoccupations du Guyana depuis qu'il a obtenu son indépendance en 1966. Lorsque j'ai pris la parole devant l'Assemblée en septembre dernier (voir A/71/PV.8), j'ai expliqué le danger qui menace nos frontières en raison des revendications territoriales de notre voisin de l'ouest, la République bolivarienne du Venezuela. J'ai exposé aux nations du monde le péril que le Guyana subissait le long de ses frontières aux mains du Venezuela. Pourtant, la revendication du Venezuela sur le territoire du Guyana n'a pas diminué ou été écartée.

Le Guyana reste en danger. Les événements inquiétants survenus au Venezuela ont attiré l'attention du monde et soulevé les inquiétudes d'un grand nombre d'entre nous face aux privations dont souffre son peuple.

Les Caribéens veulent que les Caraïbes soient une zone de paix. Or, la revendication du Venezuela sur l'intégrité territoriale du Guyana serait une menace pour cette zone et pour cette paix. Le Venezuela fait plus de quatre fois la taille du Guyana, et pourtant il revendique deux tiers du territoire du Guyana, y compris son espace maritime. Nous dépendons de nos ressources terrestres et maritimes pour le développement de notre pays et pour propulser notre population hors de la pauvreté. Après 51 ans d'indépendance du Guyana, la revendication du Venezuela persiste. Il y a 118 ans, en 1899, un tribunal international éminent a apporté un règlement complet, parfait et définitif à la question. Le Venezuela a rejeté cette sentence arbitrale en 1962 au Comité spécial de la décolonisation, alors que la Guyane britannique – que nous étions alors – s'efforçait de devenir indépendante.

Le monde doit être averti, par l'intermédiaire de l'Assemblée, que la paix sera compromise dans notre région si la justice ne l'emporte pas, non seulement au Venezuela, mais également en ce qui concerne son différend frontalier avec le Guyana. Quatre Secrétaires généraux ont été saisis de la revendication des Vénézuéliens. Il faut maintenant choisir entre un règlement juste et pacifique conforme au droit international ou une posture vénézuélienne d'usure qui est de plus en plus menaçante et militariste. Dans le cas présent, la procrastination est l'ennemie du règlement et l'alliée d'un prolongement du conflit.

Heureusement, comme ils l'ont indiqué publiquement, l'ancien Secrétaire général, Ban Ki-moon, et le Secrétaire général actuel, António Guterres, ont décidé que si, sur la base de l'Accord de Genève de 1966, des progrès significatifs n'avaient pas été réalisés d'ici à la fin de 2017 en vue de parvenir à un accord pour mettre fin à cette controverse, la Cour internationale de Justice serait le prochain moyen de règlement pacifique, à moins que le Guyana et le Venezuela ne choisissent conjointement une autre option. Le Guyana collabore de manière assidue avec le Représentant personnel du Secrétaire général et espère que la communauté internationale fera en sorte que le Venezuela ne soit pas autorisé à bafouer le processus de règlement judiciaire, qui est la voie claire et consensuelle qui mènera à la paix et à la justice.

Les populations du monde ont soif de réaliser leur potentiel dans la dignité et l'égalité et dans un environnement sain – un but réalisable des objectifs de développement durable adoptés par l'ONU. La paix pour les peuples du monde est le mandat de l'ONU. C'est en remédiant aux crises humanitaires dans le monde, en promouvant la justice entre les nations et en leur sein et en réglant les conflits prolongés entre les États que l'on parviendra à la paix.

La planète Terre peut offrir à chacun une vie décente. La planète peut être protégée des ravages des changements climatiques et des dégâts irresponsables causés à son écologie et à sa biodiversité. Unies, les nations réunies dans cette salle peuvent réaliser la promesse de la Charte des Nations Unies et du thème de la présente Assemblée générale, à savoir donner la priorité à l'être humain, lutter pour la paix et protéger la planète.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Guyana de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. David Arthur Granger, Président de la République du Guyana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Dragan Čović, Président de la présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine.

M. Dragan Čović, Président de la présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Dragan Čović, Président de la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président Čović (*parle en bosniaque; texte anglais fourni par la délégation*) : Je tiens en premier lieu à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Je suis convaincu que votre tact et votre diplomatie, dont la Bosnie-Herzégovine a été directement témoin, aideront l'organe le plus important de l'ONU à continuer d'avancer et à lutter efficacement

contre les problèmes nouveaux. Je remercie également le Président sortant pour les qualités de dirigeant qu'il a démontrées durant la soixante-et-onzième session.

Je m'associe aux orateurs qui ont félicité S. E. M. António Guterres de sa nomination au poste de Secrétaire général de l'ONU. Sa noble et sage intention de consacrer davantage d'efforts à jeter des ponts entre nous tous au cours des années à venir recevra l'appui total de la Bosnie-Herzégovine.

Dans un monde dominé par l'incertitude et l'insécurité, il est tout simplement impossible de surestimer l'importance que revêtent les principes et le cadre multilatéral définis pour nous par les fondateurs de l'ONU. La force de l'Organisation réside à la fois dans notre capacité individuelle et dans nos capacités communes de lutter efficacement contre les maladies, la faim, le terrorisme et toute autre menace à l'existence humaine. Ce faisant, il nous faut bien entendu reconnaître à quel point il est nécessaire et important d'adopter des mesures réfléchies et constructives pour rapprocher le système des Nations Unies de son environnement et lui permettre de s'adapter afin d'anticiper les problèmes que connaît le monde et d'y réagir avec une efficacité bien supérieure à la simple somme de nos capacités individuelles.

Nous sommes profondément préoccupés par la souffrance persistante du peuple syrien dont nous sommes témoins. La Bosnie-Herzégovine condamne fermement toute forme de violence contre la population civile syrienne. La violence doit s'arrêter. Il faut rendre à tous les Syriens, hommes, femmes, enfants et réfugiés, leur dignité; et aussi faire renaître leur croyance en la possibilité d'un relèvement et d'une vie nouvelle. Comme nombre d'autres délégations présentes dans cette salle aujourd'hui, nous continuerons d'appeler au règlement pacifique et politique du conflit par la voie de la négociation. Ce processus doit être dirigé par les Syriens et eux seuls, sur la base du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et avec l'aide de la communauté internationale et de l'ONU, représentée par l'Envoyé spécial pour la Syrie, dont les efforts altruistes pour poursuivre les négociations à Genève sont hautement appréciés.

Il pourrait paraître superflu de répéter qu'il ne peut y avoir de paix et de prospérité pour le peuple israélien s'il n'en va pas de même pour les Palestiniens, et vice versa. Le conflit israélo-palestinien est le différend le plus grave à rester sans solution au Moyen-Orient, et l'absence actuelle de négociations entre les

parties est préoccupante. Ces deux nations méritent mieux. Encore une fois – et c'est le cas depuis des décennies – le cheminement vers la paix est trop lent et devient de plus en plus complexe. Il est donc essentiel que nous rappelions sans relâche l'objectif suprême, qui est l'existence de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix, la sécurité et à l'intérieur de frontières reconnues. La Bosnie-Herzégovine reste convaincue que cet objectif peut être réalisé si les parties honorent les obligations qui leur incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, du mandat de la Conférence de Madrid et de l'Initiative de paix arabe.

Le mal a existé tout au long de l'histoire de l'humanité. Il est parfois en marge de nos communautés, et parfois, à un degré plus ou moins élevé, présent en leur sein. Il ne prend pas toujours la même forme ni ne se manifeste avec la même intensité. Le terrorisme est indubitablement le plus grand mal de notre époque, et sa force et ses manifestations représentent la plus grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Les forces destructrices ont toujours été profondément enracinées et pris des visages différents, mais leur existence ne saurait être justifiée. Nous devons déployer des efforts concertés et soutenus, et appliquer une stratégie multidimensionnelle et intégrée pour vaincre le terrorisme et éliminer définitivement la crainte de la terreur au sein de nos communautés.

La Bosnie-Herzégovine continuera de contribuer à la pleine mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et aux activités du Comité contre le terrorisme. Nous saluons tout particulièrement les efforts du Secrétaire général, António Guterres, pour renforcer les capacités de l'ONU en matière de lutte contre le terrorisme ainsi que la création, à cet égard, du nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme. De notre côté, nous sommes disposés à renforcer constamment la coopération aux niveaux régional, sous-régional et international, en particulier dans le domaine de la collecte et de l'échange d'informations. En tant que membre de la Coalition internationale contre Daech, nous continuerons d'appuyer les efforts déployés par la Coalition pour libérer des communautés entières et les aider à se relever des souffrances et des dommages que leur auront fait subir Daech et son réseau mondial.

La Bosnie-Herzégovine est attachée à la pleine application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité visant à traduire en justice les personnes impliquées dans le financement, la planification, la

préparation ou l'exécution d'actes terroristes. En outre, nous sommes pleinement d'accord avec l'opinion selon laquelle, pour éliminer définitivement le fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent, il faut investir en permanence dans tout l'éventail des domaines concernés et qui sont liés entre eux, de l'élimination des injustices, des inégalités, de la pauvreté et de l'absence de liberté à l'amélioration de la compréhension entre ceux qui ont des points de vue divergents, en passant par le renforcement du dialogue interculturel et des valeurs démocratiques généralement acceptées. Quand on commence à se dire qu'on en a suffisamment fait dans tous ces domaines, alors il faut recommencer et redoubler d'efforts.

Un monde sur lequel ne pèserait plus la menace d'une destruction totale de l'humanité relève moins de l'utopie lorsque les moyens et les armes de ladite destruction sont moins nombreux. Par conséquent, le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive sont toujours les conditions préalables de la paix et la sécurité mondiales auxquelles nous aspirons tous. Dans ce contexte, la Bosnie-Herzégovine condamne elle aussi avec force les essais nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée. Nous appelons également la République populaire démocratique de Corée à respecter sans délai, exception ni condition les obligations qui lui incombent en vertu de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Ma foi dans l'utilité du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est aussi forte aujourd'hui qu'elle l'était il y a deux ans, lorsque nous l'avons adopté. En Bosnie-Herzégovine, il a reçu toute l'attention institutionnelle voulue, du fait de son importance et de la noblesse des objectifs qu'il nous fixe. Les rôles de chacun ont été définis, les buts sont clairs et une coordination a été mise en place.

Pour nous, comme pour d'autres pays en développement qui souffrent du décalage disproportionné entre leurs aspirations et leurs possibilités, une volonté politique ferme et des mesures concrètes et déterminées allant dans le bon sens ne suffiront pas toujours. Atteindre les nobles et ambitieux objectifs de développement durable exige des connaissances et des normes dont de nombreux États Membres ne disposent pas. Cela pourrait faire peser un fardeau supplémentaire sur des budgets publics déjà trop sollicités. Par conséquent, il est indiscutable que l'aide à la formulation de stratégies et de politiques, le

transfert de technologies et la fourniture de ressources financières et d'une assistance pour évaluer les progrès sont impératifs, de même que, bien entendu, la pleine prise en main par les pays des processus de mise en oeuvre. Dans ce contexte, nous avons parfaitement compris et accepté la forte interdépendance qui unit les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable. Nous avons ratifié l'Accord de Paris sur les changements climatiques et avons choisi d'en suivre les directives. C'est une dette envers nos enfants et la planète qui doit être acquittée sans condition.

Que je me remémore notre passé ou que je me tourne vers le présent ou l'avenir, les femmes, dans mon pays, occupent des postes de haut rang qui leur reviennent de droit et en toute logique. Le rôle des femmes est vital pour le développement et la prospérité des familles, ainsi que pour la société tout entière. Dans les situations d'après conflit, les femmes sont toujours les premières à tendre la main de la réconciliation. En période de grandes difficultés et de risques importants, nous avons plus que jamais besoin de la force des femmes et de leur aptitude naturelle à rechercher des solutions pacifiques.

Bien que nous soyons extrêmement fiers des progrès notables que nous avons accomplis s'agissant de mettre en oeuvre les dispositions de la résolution 1325 (2000), texte historique du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, nous avons néanmoins bien conscience des domaines où il est possible et nécessaire de faire beaucoup plus. Nous ne manquerons pas de continuer à investir des efforts supplémentaires dans le renforcement et l'autonomisation des femmes et des filles bosniennes, conformément à la Déclaration et au Programme d'Action de Beijing.

Il est un autre groupe social qui mérite une attention particulière. Les jeunes sont une source constante de changement et une pépinière de solutions novatrices face aux problèmes hérités du passé. En bonne santé, bien éduqués et disposant d'un emploi, ils sont la locomotive qui permet à nos sociétés d'aller de l'avant. Les environnements dans lesquels les jeunes ont un accès limité à l'éducation, au développement économique et aux processus de prise de décisions sont enclins au mécontentement, aux troubles sociaux et à l'instabilité. C'est la raison pour laquelle une partie importante des processus de réforme en Bosnie-Herzégovine vise à créer les conditions nécessaires pour réduire le chômage des jeunes, ce qui correspond aux

cibles 8.5 et 8.6 de l'objectif de développement durable n° 8 du Programme 2030.

Malheureusement, en Bosnie-Herzégovine, nous ne connaissons que trop bien le prix élevé de la guerre. Pour nous, la diplomatie préventive est un outil qui, lorsqu'il est utilisé au moment opportun, peut contribuer à faire en sorte que les guerres ne se reproduisent jamais nulle part. Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles, au niveau mondial, le système des Nations Unies doit être au cœur de toutes les activités qui ont recours à des mesures préventives pour régler les crises et empêcher les populations d'être forcées de quitter leurs foyers.

Mais là encore, la responsabilité de la prévention se trouve en grande partie à d'autres niveaux. Au sein de nos communautés, nous devons lutter contre tous les symptômes de troubles et de conflit. Nous devons remédier aux injustices sociales, concilier ce qui semble inconciliable, persévérer dans les compromis, rechercher des solutions pluralistes et sans exclusive, accorder la même importance à nos droits qu'à ceux d'autrui et rechercher en permanence et sans faiblir les moyens de trouver un langage commun. Je suis convaincu que la prévention et la médiation, ainsi que les techniques de gestion des conflits et le règlement des conflits, dans les sociétés fracturées, doivent être appliqués d'abord au sein de la région concernée, par les acteurs régionaux qui comprennent généralement mieux les parties qui s'opposent, leur raisonnement et leurs perceptions divergentes du problème.

Nous sommes fiers de notre participation aux missions de maintien de la paix des Nations Unies au Soudan du Sud, à Chypre, en Afghanistan, en République démocratique du Congo et au Mali. Nous estimons que, ce faisant, la Bosnie-Herzégovine apporte sa contribution la plus directe à l'édification de la paix dans le monde. Nous considérons également notre participation dans les missions des Nations Unies comme un moyen d'accomplir quelque chose qui, aujourd'hui, est possible mais qui, il n'y a pas si longtemps, aurait été presque inconcevable, et, ainsi, d'aider les populations dans les zones touchées par des conflits.

La Bosnie-Herzégovine a tiré les enseignements de son passé difficile, et a choisi pour l'avenir de suivre les principes énoncés par les pères fondateurs de l'Union européenne il y a 60 ans. Nous avons opté pour la voie européenne et, lorsqu'il faut choisir entre la coopération et la confrontation, nous choisissons – et

choisirons toujours – la coopération pour trouver des compromis communs.

Par nous-mêmes, mais également avec l'aide désintéressée de nos amis européens, nous faisons tout notre possible pour créer le plus d'occasions d'avoir un dialogue ouvert, et nous profitons de chacune de ces occasions pour renforcer toujours plus la confiance et les liens mutuellement bénéfiques, dans l'intérêt de nos populations qui, en dépit des difficultés et des temps difficiles, ont davantage de points et d'intérêts en commun que nous, leurs dirigeants, sommes parfois prêts à l'admettre. La réconciliation, la confiance, le partenariat et la coopération entre tous, à des niveaux restreints ou larges, doivent devenir des préceptes de vie et des principes pérennes pour un avenir stable et sûr. C'est pourquoi notre attachement aux initiatives régionales et à une action constructive, par le biais des organisations régionales dont nous sommes membres, compte parmi nos grandes priorités en matière de politique étrangère.

La Bosnie-Herzégovine fait aujourd'hui tout ce qui est en son pouvoir pour accélérer les progrès qui la mèneront là où elle appartient vraiment, au sein d'une famille européenne forte dont elle partage les valeurs. Les processus de réforme et autres que nous poursuivons à cette fin ne sont pas toujours simples ou faciles, mais nous les considérons comme une occasion sans égale de mettre plus rapidement en phase notre développement économique, social et institutionnel avec l'environnement qui nous attend demain dans l'Union européenne. Nous continuerons donc de nous acquitter, avec une détermination sincère, des obligations contractées pour parvenir au statut de pays candidat au début de 2018, ce qui donnera un puissant et ô combien nécessaire coup de fouet à la consolidation interne et permettra d'accélérer davantage notre processus d'intégration.

Néanmoins, c'est avec préoccupation que je tiens à appeler l'attention de l'Assemblée sur le fait que mon pays traverse une période marquée par d'importantes difficultés. Je suis profondément convaincu qu'aucune communauté en Bosnie-Herzégovine ne peut être heureuse et prospère si les deux autres ne le sont pas, si tous les autres groupes de population qui vivent dans notre pays ne le sont pas. À cet égard, je crois que c'est à nous, en Bosnie-Herzégovine, de franchir un pas décisif et de modifier notre loi électorale d'ici à la fin de l'année, conformément aux décisions de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine. Comme par le

passé, nous comptons sur la compréhension et l'appui de la communauté internationale pour régler cette question, car elle est d'une importance vitale si nous voulons poursuivre notre démocratisation et réaliser pleinement notre intégration au sein de l'Union européenne.

Je voudrais terminer en rappelant que tous nos besoins – économiques, sociaux, sécuritaires, politiques et culturels – peuvent être très divers, tout comme le sont nos possibilités de satisfaire ces besoins. Les choix que nous faisons tous les jours pour assurer la prospérité de nos peuples varient également d'un État Membre à l'autre. Je suis convaincu que l'avenir de l'humanité dépendra dans une large mesure de notre capacité à transformer nos différences en avantages. Nous espérons que le système des Nations Unies nous guidera et nous aidera, surtout dans l'édification d'un système fondé sur l'unité dans la diversité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la présidence de Bosnie-Herzégovine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Dragan Čović, Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Juan Carlos Varela Rodríguez, Président de la République du Panama

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Panama.

M. Juan Carlos Varela Rodríguez, Président de la République du Panama, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Juan Carlos Varela Rodríguez, Président de la République du Panama, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Varela Rodríguez (*parle en espagnol*) : Je voudrais commencer mon intervention en exprimant mes condoléances et ma solidarité au peuple et au Gouvernement mexicains pour les victimes du tremblement de terre qui s'est produit hier, ainsi qu'aux peuples et aux Gouvernements de Cuba, des États-Unis et des pays des Caraïbes pour les victimes et les lourds dégâts matériels causés par le passage des ouragans Irma et Harvey et causés en ce moment par l'ouragan

Maria, en particulier à la Dominique. Nos prières sont avec les victimes et leurs familles. Le message que ces catastrophes naturelles nous envoient est clair : nous devons continuer de construire des ponts de solidarité, et les capacités de protection et de sécurité de nos pays doivent être utilisées exclusivement pour nous aider les uns les autres, et non pas pour nous affronter.

Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre élection à la tête des débats de l'Assemblée générale à la présente session. Je salue le Secrétaire général, M. António Guterres. En ma qualité de Président de la République du Panama, je l'assure de l'appui de mon gouvernement et de mon pays. Du haut de cette tribune, avec respect et affection, j'adresse également mes chaleureuses salutations au peuple panaméen qui m'a donné la possibilité de le servir.

Je reviens à l'Assemblée pour la quatrième année consécutive, alors que le monde est aux prises avec des défis, tels que la criminalité organisée, le terrorisme et les catastrophes naturelles, qui touchent nos peuples. Autre défi majeur qui réclame nos efforts, l'augmentation des flux migratoires causés par la guerre, la pauvreté et les inégalités. C'est pourquoi le thème de l'Assemblée à cette session – « Priorité à l'être humain – paix et vie décente pour tous sur une planète préservée » – est tout à fait opportun. Il permettra aux chefs d'État et de gouvernement d'établir un dialogue et de s'entendre sur des mesures concrètes pour réaliser la paix dans le monde.

La paix est une construction humaine, fruit d'une coexistence respectueuse et d'une satisfaction responsable des besoins fondamentaux des personnes, tout en préservant la planète qui est notre maison à tous. Le moyen le plus efficace et le plus approprié de résoudre les problèmes qui touchent aujourd'hui les habitants de notre planète est de toujours placer l'être humain au cœur de toutes nos décisions. C'est dans l'esprit de cette politique humaniste que je dirige le Panama depuis 39 mois, m'efforçant d'édifier un pays dans lequel prévalent la justice et l'égalité, sans que des innocents n'aient à pâtir de ce processus et sans provoquer de conflits inutiles.

La démocratie, ce n'est pas seulement choisir des chefs d'État dans le cadre d'élections libres. C'est aussi pour ceux d'entre nous qui sommes élus, comprendre que le pouvoir qui nous est confié doit être utilisé uniquement pour servir les peuples qui nous ont élus, pour gérer dans la transparence, l'équité et la justice sociale les richesses de l'État dans l'intérêt de nos

citoyens, et pour diriger pacifiquement nos pays sur la base du dialogue et du consensus. En 2015, dans son message lors de l'ouverture du septième Sommet des Amériques, le pape François avait dit :

« La situation géographique du Panama, au centre du continent américain, qui en fait un point de rencontre entre nord et sud, entre les océans Pacifique et Atlantique, est certainement un appel, *pro mundi beneficio*, à faire naître un nouvel ordre de paix et de justice et à promouvoir la solidarité et la coopération en respectant la juste autonomie de chaque nation. »

J'ai toujours gardé à l'esprit la vocation du Panama en tant que facilitateur du dialogue et de l'entente, un pays d'union au service de la communauté internationale, disposé à coopérer en tant qu'allié stratégique et à contribuer avec ses ressources à la recherche de solutions aux problèmes communs qui touchent la région et le monde.

Au septième Sommet des Amériques en 2015, qui s'est tenu à Panama, un rapprochement historique s'est esquissé entre deux pays qui, depuis plus d'un demi-siècle, avaient des positions divergentes, Cuba et les États-Unis. Ils y ont entamé un débat franc en vue de mettre fin à leur éloignement. Aujourd'hui, à l'approche du Sommet des Amériques à Lima, nous devons adopter un comportement constructif, ouvert au dialogue afin d'analyser les défis de la région et maintenir la paix sociale et l'unité du continent.

Les Amériques et le monde se félicitent de voir que la Colombie continue avec succès de mettre en œuvre l'Accord de paix. Lors de sa récente visite, le pape François a envoyé un message important concernant la consolidation de ce processus, qui n'est pas seulement dans l'intérêt du peuple colombien, mais aussi dans celui de nous tous : nous devons accepter les erreurs commises, les corriger et rechercher la réconciliation.

Cela dit, notre continent est confronté à un problème qui dépasse les frontières : l'augmentation de la production de drogues et du trafic de stupéfiants. Il est indispensable que les dirigeants des Amériques fassent front commun pour lutter contre ce défi, qui menace la paix de nos peuples, en particulier dans le triangle du nord. Nous ne pouvons pas permettre que le trafic de stupéfiants perturbe une paix qui a été si difficile à restaurer en Amérique centrale et en Colombie. Le trafic de stupéfiants condamne nos peuples à la pauvreté, grève les budgets des États, les contraints à investir des

ressources dans la sécurité, au lieu de les consacrer à l'éducation, à la santé, au logement et aux transports, défie l'autorité des gouvernements, et sape la loyauté que doivent à l'État ceux qui sont tenus de respecter et de faire respecter les lois.

Le Panama réaffirme son engagement à lutter de front contre le trafic de stupéfiants. Nous mettrons toutes nos capacités et ressources au service de la région afin d'éliminer ce fléau. Dans le même temps, nous appelons les dirigeants et chefs d'État des pays producteurs et consommateurs de drogues à nous soutenir dans ce combat. Chaque dollar généré par le trafic de stupéfiants est synonyme de mort dans notre région.

La crise politique au Venezuela a des répercussions profondes dans la région. Il faut mettre un terme aux affrontements qui ont provoqué des violences inutiles, et qui nuisent à tous les Latino-Américains. Il faut comprendre d'urgence que pour trouver une solution à ce conflit, les deux parties doivent se mettre d'accord sur une feuille de route permettant d'organiser une élection présidentielle libre et transparente en 2018. Ce serait une grave erreur pour le Gouvernement vénézuélien de vouloir imposer par la force un modèle politique fondé sur un parti unique. Cela ne ferait qu'aggraver la crise sociale et humanitaire que connaît ce pays frère en intensifiant les flux migratoires, qui vont donner lieu à des situations complexes dans les pays voisins. Tous les pays doivent accompagner les Vénézuéliens pour qu'ils puissent sortir de cette crise.

Notre continent doit sortir uni du Sommet des Amériques qui doit se tenir à Lima, pour lutter contre les inégalités et le trafic de drogue. Le Panama est prêt à jouer un rôle de premier plan dans ces efforts, en jetant des ponts d'entente et de dialogue qui rendront notre Amérique plus forte et plus solidaire. J'invite les chefs d'État du continent à se rendre à Lima avec cette vision d'unité afin que nous puissions faire avancer fermement notre hémisphère sur la voie du développement.

Nous vivons dans un monde où sévissent les actes terroristes, les catastrophes naturelles et la criminalité organisée. Nous n'avons pas de temps à perdre en nous querellant au sujet de différences idéologiques temporaires. Il faut que les pays mettent leurs capacités en commun pour affronter les problèmes auxquels les populations sont confrontées, au-delà de leurs frontières. Le Panama condamne fermement tous les actes terroristes dans le monde, que rien ne saurait justifier.

Aujourd'hui, je lance un appel respectueux aux pays membres du Conseil de sécurité pour qu'ils renforcent les mesures et les décisions favorables à l'instauration d'une paix définitive, notamment en Syrie et en Iraq. Dans le même temps, nous condamnons dans les termes les plus fermes les dirigeants irresponsables, comme ceux de la Corée du Nord, qui essaient de porter atteinte à la coexistence pacifique dans le monde.

Le Panama croit en un système multilatéral renforcé pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous sommes prêts à continuer de jouer un rôle de premier plan à cet égard. C'est pour cette raison que nous entérinons et appuyons le processus de réforme du Secrétaire général visant à faire de l'ONU une institution plus transparente, plus efficace et mieux à même de répondre aux besoins d'un monde de plus de 7 milliards d'habitants, où il n'y aurait pas de laissés pour compte si nous mutualisions les richesses de la planète.

L'objectif de ces réformes doit être de faire en sorte que l'ONU nous rassemble plus efficacement et que les chefs d'État soient plus sensibles aux souffrances des personnes touchées par la guerre, les catastrophes naturelles et la criminalité organisée. La coopération multilatérale revêt une importance cruciale dans ce processus et ne doit pas se limiter aux ressources économiques, mais doit porter également sur le transfert des capacités et des meilleures pratiques. Les pays à revenu intermédiaire, comme le Panama, peuvent contribuer au transfert des connaissances et des technologies qui apportent des avantages concrets aux populations, contribuant ainsi à la paix.

L'engagement du Panama en la matière est indéfectible. C'est pour cette raison que nous appelons à la création d'un siège régional des Nations Unies dans notre pays et que nous avons construit un centre régional d'aide humanitaire, qui permettra de venir en aide rapidement aux pays de la région en cas de catastrophe naturelle, comme nous l'avons fait récemment grâce au pont aérien et maritime qui a permis d'acheminer de l'aide aux pays touchés par l'ouragan Irma qui a frappé Cuba, les Caraïbes et les États-Unis.

En tant que Président de la République du Panama, je me suis fixé deux objectifs clairs : faire de la politique un service et léguer à mon pays une démocratie qui fonctionne. Nous sommes en train de recouvrer des centaines de millions de dollars qui avaient été détournés et qui appartiennent au peuple. Nous investissons ces

fonds dans les populations, mettant ainsi les ressources de l'État au service de tous les Panaméens. Grâce au Gouvernement honnête que je dirige, à l'augmentation des revenus provenant de l'élargissement de notre canal et à une économie qui connaît une croissance soutenue ces dernières années, nous sommes en train d'améliorer les conditions de vie de tous les Panaméens.

Nous avons augmenté considérablement les salaires des fonctionnaires, des policiers, des enseignants, des médecins et des infirmières. Nous avons revu le montant des pensions et des bourses d'études et renforcé l'assistance financière conditionnelle. En outre, nous sommes en train de construire des milliers de kilomètres de routes, des usines de traitement des eaux, des dizaines de milliers de maisons pour les plus pauvres, des écoles bilingues modernes, des centres sportifs et culturels, de nouvelles lignes de métro et un système de transport en commun moderne pour nos citoyens, et nous avons lancé d'importants projets d'assainissement.

Nous avons pu atteindre ces objectifs grâce à notre sens des responsabilités et dans la transparence, sans augmenter les impôts, et nous avançons fermement vers la réalisation des objectifs de développement durable. Telle est la valeur d'un gouvernement honnête. Un gouvernement honnête qui distribue les richesses du peuple équitablement et sur la base de critères sociaux est la voie qui mène vers la paix sociale, une vie décente et un monde plus juste où nous sommes tous égaux.

La vie décente que tous les êtres humains méritent est le fruit des efforts fournis par tous et ne devient une réalité que lorsque les besoins fondamentaux des citoyens de nos pays en matière d'alimentation, de logement, de santé et d'éducation sont satisfaits. Pour ce faire, il est essentiel que nous honorions tous notre engagement à payer des impôts à l'État, comme la classe ouvrière et les professionnels le font. Les gouvernements ont le devoir de prendre des mesures contre l'évasion fiscale, qui compromet la capacité de l'État à aider les plus pauvres et qui renforce les inégalités. Les dirigeants doivent mettre en œuvre des politiques publiques et élaborer des programmes qui permettent de répartir équitablement les ressources de l'État, afin que les plus vulnérables aient les moyens de s'intégrer au processus de développement, grâce à une exploitation durable des ressources.

Les pays doivent se soumettre à des processus de responsabilisation pour garantir la transparence dans la gestion des ressources de l'État. Toutefois, pour atteindre

cet objectif, il importe de veiller à ce que la population innocente ne soit pas victime des erreurs commises par les membres de la classe politique et les sociétés qui sont leurs complices. L'efficacité de la lutte contre la corruption ne se mesure pas par le nombre de personnes accusées et condamnées par le système judiciaire, mais par les populations qui tirent parti de la transparence avec laquelle leurs ressources sont gérées et par les fonds récupérés par l'État grâce au recouvrement des actifs. Il s'agit d'un élément important. Les dirigeants doivent protéger l'économie de leurs pays, ainsi que les emplois et les projets qui profitent à la population.

À cet égard, le Panama est attaché à la sécurité et à la protection de son dispositif logistique et de son système financier, et nous continuons d'agir de façon responsable pour qu'ils ne soient pas utilisés pour mener des activités illégales qui ne servent pas les intérêts communs. Dans un monde où l'on parle de justice tous les jours, les chefs d'État et de gouvernement doivent garder à l'esprit que la justice consiste à donner à chacun ce qui lui appartient. Cette planète a assez de ressources pour que tous les êtres humains puissent mener une vie décente. La valeur la plus importante pour les habitants de la Terre est la paix, et nous avons la responsabilité de veiller à ce que nos actions soient toujours en harmonie avec la poursuite de cet objectif. Que Dieu nous bénisse tous et nous guide tandis que nous œuvrons ensemble à l'instauration d'un monde meilleur.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Panama de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Juan Carlos Varela Rodríguez, Président de la République du Panama, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Rwanda.

M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à

S. E. M. Paul Kagame, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kagame (*parle en anglais*) : Chaque année, l'Organisation des Nations Unies consacre des milliards de dollars à l'aide humanitaire. Elle détermine aussi l'ordre du jour et les questions politiques clefs qui doivent y figurer – qui vont du développement aux droits des femmes, tout en servant de plateforme à la conclusion d'accords internationaux majeurs. Ce sont là des signes qui montrent que l'Organisation est à la fois pertinente et, dans bien des cas, compétente. Pourtant, on a l'impression qu'elle ne répond pas à nos besoins et à nos attentes. À cet égard, je voudrais féliciter le Président de l'Assemblée générale, M. Miroslav Lajčák, et le Secrétaire général pour deux initiatives importantes dont ce dernier s'est fait le champion cette semaine, à savoir, premièrement, son initiative sur la réforme des Nations Unies et, deuxièmement, sa stratégie de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Ces deux initiatives touchent au cœur de la question, à savoir le manque de confiance dans le système international et l'absence de reddition de comptes. Pour pouvoir effectivement assurer une vie décente à tous, l'ONU doit traiter tous les peuples qu'elle sert avec impartialité et respect, et elle doit faire bon usage des fonds qui lui sont confiés. Les abus et le gaspillage ne sont donc pas un simple problème de relations publiques, mais un défi existentiel auquel il faut s'attaquer de front.

Le Secrétaire général mérite tout notre appui alors qu'il s'attache à rendre l'Organisation des Nations Unies non seulement efficace, mais aussi porteuse de transformation. Nous disposons des outils et des mandats pour relever les défis mondiaux de notre époque – des changements climatiques à la consolidation de la paix et de l'égalité entre les hommes au développement. Ce qui nous fait défaut en revanche c'est l'exécution.

La réforme institutionnelle n'est pas un événement ponctuel, comme l'application d'une nouvelle couche de peinture. L'essence de la réforme est un état d'esprit, celui de toujours s'efforcer d'améliorer les performances et les prestations et d'assumer la responsabilité des défaillances et des résultats. À cet égard, l'esprit de réforme qui commence à prendre racine à l'ONU et à l'Union africaine est encourageant, et le Rwanda est heureux d'y être associé. Cette dynamique positive met aussi les Nations Unies et l'Union africaine en position d'œuvrer de concert et plus étroitement.

Des mesures concrètes peuvent être prises de part et d'autre pour améliorer la qualité de la coordination et de la consultation. L'Union africaine et les Nations Unies sont déjà de bons partenaires dans le maintien de la paix, et le Rwanda est heureux et fier d'avoir des forces servant sous les deux drapeaux. Mais nous pouvons faire plus et mieux.

M. Rajaonarimampianina Rakotoarimanana (Madagascar), Vice-Président, assume la présidence.

Nous avons aussi pour objectif commun d'atteindre les objectifs de développement durable et les cibles de l'Agenda 2063, et de continuer de renforcer l'autonomisation des femmes. Une collaboration plus étroite nous permettra de combler la fracture numérique qui va en s'accroissant grâce à un accès universel au haut débit qui connecte nos citoyens aux réseaux de connaissance et de prospérité.

Le Canada et le Rwanda, avec d'autres parties prenantes, s'efforcent de mieux sensibiliser à l'énorme effet que la ratification et la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal peuvent avoir immédiatement. Il s'agit là de l'une des mesures les plus importantes qu'un pays peut prendre pour faire face directement aux changements climatiques et réaffirmer son attachement à l'Accord de Paris. Il faut encore moins de 15 autres ratifications pour que l'Amendement de Kigali entre en vigueur en 2019.

Notre monde est confronté à de graves défis, mais pas plus que par le passé. En œuvrant de concert et dans un esprit constructif, nous pouvons garantir à nos enfants l'avenir qu'ils méritent.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Rwanda de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Horacio Manuel Cartes Jara, Président de la République du Paraguay

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Paraguay.

Mr. Horacio Manuel Cartes Jara, Président de la République du Paraguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Horacio Manuel Cartes Jara, Président de la République du Paraguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Cartes Jara (*parle en espagnol*) : Au nom du peuple et du Gouvernement paraguayens, je forme l'espoir que sous la présidence de M. Miroslav Lajčák l'Assemblée générale s'acquittera avec succès des objectifs des Nations Unies.

Au nom du peuple et du Gouvernement de la République du Paraguay, je souhaite exprimer au peuple et au Gouvernement mexicains notre solidarité pour les victimes du tremblement de terre survenu hier, dont l'épicentre était situé dans l'État de Morelos, et en même temps exprimer nos plus sincères condoléances aux proches des victimes de cette tragédie.

Après quatre années à la tête du Gouvernement de la République du Paraguay, j'ai l'honneur de participer à cette auguste Assemblée, encore plus résolu à contribuer à la construction d'un ordre mondial, régi par les principes de la justice, de la paix et de la solidarité entre les nations, dans un cadre d'application effective des droits de l'homme, des structures institutionnelles et de l'état de droit. Nous devons persister dans nos efforts visant à trouver un équilibre raisonnable entre les intérêts de tous les États, et à construire un ordre mondial démocratique et équitable, en développant des relations entre États souverains et indépendants, fondées sur le respect et la confiance, et en donnant la priorité à la coexistence pacifique, un ordre qui puisse offrir les mêmes chances à toutes les nations.

Pour cela, nous demandons un travail efficace des organes de l'ONU, en particulier de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Nous recherchons un Conseil de sécurité plus démocratique, transparent, ouvert à tous et représentatif, qui reflète la diversité de la composition des membres de l'ONU, ainsi que les réalités géopolitiques du monde actuel.

L'Organisation reste l'instance universelle la plus importante pour relever les défis mondiaux. Les problèmes tels que la pauvreté et les inégalités, les changements climatiques, la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues qui ronge les institutions démocratiques, le terrorisme, entre autres, doivent être abordés collectivement. Nous exhortons urgemment tous les acteurs impliqués à concentrer leurs efforts et

leurs ressources sur une réponse à ces défis communs et pressants auxquels l'humanité est confrontée.

La République du Paraguay réaffirme son ferme attachement à la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de Paris que nous avons signé, et encourage les États, en particulier ceux qui ont la plus grande part de responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre, à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger notre planète des conséquences du réchauffement planétaire. Au Paraguay, nous avons une vision de responsabilité sociale qui encourage une production accrue d'énergie propre et renouvelable. Nous disposons de deux barrages hydroélectriques imposants : celui d'Itaipu, que nous partageons avec le Brésil, et celui de Yacyretá, que nous partageons avec la République argentine. Cette année, Itaipu Binacional a été intégré au Réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO, tout comme la forêt atlantique du Haut Paraná.

Mon mandat de Président de la République expire en août 2018. Ce discours est le dernier que je prononcerai devant cette assemblée. Je souhaiterais souligner certains aspects que nous avons pu améliorer depuis que nous avons accédé à la présidence en 2013. Aujourd'hui, le Paraguay est une véritable démocratie représentative où existent une vraie division des pouvoirs et des processus électoraux indiscutables et où l'état de droit est pleinement appliqué. Nous avons envoyé des signes clairs à la communauté internationale, tant sur le plan public que sur le plan privé, des progrès accomplis par notre pays en matière de réception d'investissements, de coopération et de conventions.

Sur le plan des relations extérieures et du rôle du Paraguay dans le monde, notre interaction s'est accrue de manière exponentielle grâce à des visites reçues, des invitations et une participation dans des organismes internationaux. Au cours de ces quatre dernières années, le pays a reçu les visites officielles de S. S. le Pape François, de l'ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, de S. S. Kirill, patriarche de l'Église orthodoxe de Moscou et de toute la Russie, et d'autres autorités d'organismes multilatéraux, ainsi que de divers chefs d'État et de personnalités internationales qui nous ont honorés de leur présence.

Le Paraguay a été accepté à l'unanimité au Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Nous considérons l'intégration du Paraguay à cette organisation de prestige mondial comme un signe évident que la communauté internationale reconnaît les efforts et les

réalisations de notre gouvernement dans sa politique de bonnes pratiques et dans la solidité de ses institutions. Nous pouvons proclamer avec fierté que le Paraguay fait aujourd'hui partie du groupe très fermé des pays intégrés dans l'OCDE, car il réaffirme la confiance de la communauté internationale dans les importantes réformes entreprises par notre gouvernement pour aller de l'avant.

Aujourd'hui, nous faisons partie du Comité consultatif sur l'application des droits de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, après des années de méfiance quant au respect par notre pays des droits de propriété, et nous avons décidé d'occuper davantage de postes internationaux pour participer au débat et à la prise de décisions, en vue de nous projeter toujours plus à l'international. Aujourd'hui, l'insertion du Paraguay dans le monde transcende les frontières et les continents.

Nos priorités, dans le cadre de l'ONU, sont établies dans le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, qui fait partie intégrante du Programme 2030, et nous prions dès lors instamment les États, en particulier nos partenaires commerciaux et les pays de transit, à les prendre dûment en compte.

L'intégration régionale apporte des bénéfices indéniables, surtout lorsqu'elle se développe dans un souci de concilier les intérêts de toutes les parties. Ainsi, nous travaillons au sein du Marché commun du Sud pour revitaliser l'intégration économique et commerciale, en même temps que nous avançons sur les volets social, scientifique, culturel et en matière d'emploi de ce groupement, ce qui est un programme très positif.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est le travail intergouvernemental le plus ambitieux en matière de développement jamais entrepris dans le cadre des relations multilatérales. Pour la bonne mise en œuvre du Plan national de développement 2030, nous sommes en train de mettre au point une architecture institutionnelle innovante, participative et attachée à ses objectifs et ses cibles. Je mentionne avec fierté que j'ai signé, dans un acte public avec le Président du Congrès et de la Cour suprême de justice, une déclaration conjointe interinstitutionnelle, qui reconnaît la détermination totale de l'État paraguayen à appliquer les dispositions du Programme 2030 et chacun de ses objectifs et cibles. L'État paraguayen s'est prononcé en faveur du Programme 2030 à travers ses

trois pouvoirs étatiques, ce qui est considéré comme une expérience inédite dans la région.

Tout au long de ces quatre années, l'administration que je préside a répondu aux revendications de tous les secteurs de la société, selon des critères de justice et d'efficacité. Au début de notre mandat, en août 2013, nous avons fixé trois axes de la politique nationale à développer : la réduction de la pauvreté, par le développement social; la croissance économique inclusive et l'insertion du Paraguay dans le monde. Avec la mise en œuvre de ces trois axes, nous avons transformé une culture du passé liée au clientélisme politique et aux mauvaises pratiques en un modèle qui aujourd'hui est gouverné par le respect de la transparence et de la formalité, qui garantit l'accès public à l'information et qui offre davantage de possibilités à notre peuple. L'accès à l'information publique a été une avancée sans précédent, et aujourd'hui nous bénéficions d'instruments qui matérialisent la volonté politique de faire en sorte que ce qui est public soit rendu public.

Nous pouvons affirmer que nous sommes engagés dans un processus de transformation jamais vu auparavant dans notre pays; et même s'il génère quelques inquiétudes, réactions et résistances de la part de ceux à qui l'ancien modèle profitait, je peux garantir que cette transformation est en train de fermer les portes aux politiques nuisibles telles que la corruption, qui pendant longtemps ont retardé le développement économique et social du pays. En dépit des problèmes économiques régionaux, nous sommes parvenus à avoir une croissance économique soutenue et nous voulons continuer d'aller de l'avant pour forger des relations avec le monde, en tant que partenaires fiables et prévisibles. Ces dernières années, la croissance économique du Paraguay a été constante, avec une moyenne annuelle de 5,2 %, soit une des plus élevées en Amérique du Sud.

Nous sommes également en train de réduire l'indice de pauvreté. Cependant, nous demeurons confrontés à des problèmes considérables en matière de lutte contre la pauvreté dus à de longues années de laisser-aller. Nos priorités sont de donner une forte impulsion à l'investissement social, notamment dans l'éducation, afin que les populations pauvres bénéficient de la croissance économique et que les inégalités diminuent. Nous sommes en train de mettre en œuvre des programmes emblématiques de protection sociale, notamment le programme Tekopora, qui offre des transferts monétaires assortis de conditions, le programme d'alimentation scolaire, les pensions

alimentaires pour les personnes âgées en situation de pauvreté et le programme de réduction de la pauvreté dénommé « Créer des perspectives ». En outre, nous avons élargi le programme de bourses pour les étudiants et d'aides économiques pour les jeunes en situation de pauvreté, car nous sommes convaincus que l'éducation et la formation universitaire et professionnelle des jeunes représentent le meilleur investissement pour l'avenir du pays.

Après une interruption de 175 ans, l'État paraguayen a recommencé à octroyer des bourses de deuxième cycle pour aller étudier dans les meilleures universités étrangères, avec un investissement record de 42 millions de dollars. Grâce aux bourses Carlos Antonio López, un millier de Paraguayens originaires des 17 départements du pays et de la capitale suivent des études de deuxième cycle dans 50 des 200 universités les plus prestigieuses au monde. Des centaines d'entre eux enseignent et 60 % sont des femmes âgées de moins de 30 ans. Les 60 premiers boursiers ont déjà terminé leurs études et sont rentrés, et ils mettent leurs connaissances au service du développement et des intérêts de notre pays.

Un autre objectif stratégique national pour lutter contre la pauvreté est la mise en œuvre de programmes de logement, qui visent à favoriser l'accès des citoyens à des logements dignes, à relancer l'économie et à créer des emplois. Tout au long des quatre dernières années, nous avons déployé des efforts acharnés, transparents et responsables et avons obtenu des résultats sans précédent au niveau national. Pour la première fois dans l'histoire du Paraguay, à la fin de son mandat, un gouvernement aura réussi à créer plus de 30 000 logements sociaux dans tout le pays, soit presque 10 fois plus qu'aucun autre de ses prédécesseurs. Ce résultat est d'autant plus important qu'il bénéficie à des milliers de familles qui des années durant ont été ignorées par les gouvernements précédents, et qui vivent désormais dans des logements dignes et ont accès à de meilleures conditions de développement. Nous sommes en train de créer de l'espoir et des possibilités pour que les familles paraguayennes des communautés les plus modestes de notre pays, des ceintures de pauvreté qui entourent les grandes villes aux régions autochtones et aux colonies rurales, puissent aller de l'avant. Nous sommes en train de transformer notre pays grâce à nos efforts transparents et efficaces, qui nous permettent de tirer le meilleur parti de nos ressources en diminuant le gaspillage, en éliminant la corruption dans le cadre

des projets et en améliorant la qualité des constructions grâce à des contrôles rigoureux.

Notre gouvernement encourage le développement productif sur la base d'investissements responsables. Nous donnons la priorité aux projets d'infrastructure afin d'améliorer la connectivité, que ce soit au niveau national ou avec les pays voisins. Il convient de noter que l'investissement dans les projets d'infrastructure est à son plus haut niveau depuis des décennies et que la construction d'axes routiers se distingue tout particulièrement par son échelle et sa modernité. Nous exigeons de nos élus qu'ils soient responsables et engagés et nous travaillons avec ardeur pour le bien-être du pays. Grâce à ce nouveau mode de fonctionnement, le Gouvernement est en train de rendre le pays plus efficace, progressiste et honnête.

La République du Paraguay réaffirme son attachement à la paix et de la sécurité internationales et au règlement des conflits par des moyens pacifiques, sur la base d'une coopération réciproque des États. Au Paraguay, l'interdiction des armes de destruction massive est considérée comme une norme constitutionnelle. En conséquence, notre pays se félicite de l'adoption récente du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et réitère sa conviction que le processus de désarmement nucléaire doit être transparent, irréversible et assorti de mécanismes de vérification efficaces fondés sur un cadre universel et juridiquement contraignant. Le Paraguay condamne une nouvelle fois l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée, en violation flagrante de ses obligations internationales, essai qui constitue une nouvelle provocation pour la communauté internationale. Nous espérons que l'Assemblée générale rejettera fermement cette attitude irrationnelle, qui porte atteinte à la paix et à la sécurité mondiales.

La République du Paraguay est profondément préoccupée par le fléau du terrorisme, qu'elle condamne sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Nous réaffirmons que la lutte contre le terrorisme doit être menée en respectant strictement les principes du droit international et sur la base d'une coopération étroite entre les États. Nous continuerons de collaborer avec les opérations de maintien de la paix, sous les auspices de l'ONU, car nous sommes convaincus qu'elles contribuent à la réalisation des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Mon pays fournit du personnel militaire, féminin et masculin, à six missions de maintien de la

paix et investit dans la formation de ses contingents par l'intermédiaire de Centre paraguayen de formation aux opérations de maintien de la paix, connu sous le nom Cecopaz-Paraguay.

La République du Paraguay réaffirme également son attachement à la promotion et à la protection effective des droits de l'homme dans le monde entier. Nous sommes résolument convaincus que les droits et la dignité de toutes les personnes doivent être protégés, sans discrimination. Nous encourageons le Conseil des droits de l'homme à continuer de s'acquitter de ses fonctions de manière objective, impartiale et universelle. Dans ce contexte, je ne peux manquer d'évoquer une question qui préoccupe ma région, à savoir la situation au Venezuela, qui exige une attention urgente. Je réitère mon message de solidarité à l'égard du peuple vénézuélien, des victimes des persécutions politiques et des violations des droits de l'homme, tout en espérant que ce peuple frère parviendra, souverainement et le plus rapidement possible, à remédier par des moyens pacifiques à cette rupture de l'ordre démocratique et à la grave crise qu'il traverse actuellement.

Par l'entremise de la coopération internationale, la République de Chine (Taiwan) participe depuis longtemps déjà à des programmes de coopération sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable, fournissant une aide à de nombreux pays, notamment le Paraguay. Taiwan possède des connaissances et une expérience très utiles, et apporte une contribution efficace à la communauté internationale. Le Gouvernement de la République du Paraguay encourage une fois de plus tous les États Membres à rechercher les moyens appropriés pour faciliter la participation de Taiwan aux mécanismes, réunions et activités du système des Nations Unies, afin que ses 23 millions d'habitants puissent exercer normalement leurs responsabilités en tant que citoyens du monde et déployer des efforts concertés pour créer des alliances durables avec tous les pays.

Nous sommes intimement convaincus que le Secrétaire général, António Guterres, a entamé de manière prometteuse un travail de grande portée à la tête de l'ONU, en s'appuyant sur sa vaste expérience d'éminent homme d'État. Il appartiendra aux chefs d'État des États Membres de faire de cette session le point de départ d'une nouvelle période d'universalisation véritable des principes qui encadrent le fonctionnement de l'Organisation, en particulier afin que ses programmes et son action contribuent à réduire

les inégalités considérables qui persistent entre les pays et les régions.

Je réaffirme que mon pays continuera d'accorder la plus haute priorité à sa participation aux débats à l'ONU, car nous sommes convaincus de l'importance des travaux de l'Organisation pour édifier un monde plus pacifique et plus juste. Pour notre part, nous continuerons d'œuvrer avec détermination en faveur d'un développement assorti d'une inclusion sociale véritable, tout en créant les conditions propices à la prospérité et en faisant systématiquement passer l'être humain en premier. Je terminerai mon propos en rappelant l'appel lancé par S. S. le pape François : « N'oublions jamais que le vrai pouvoir est le service ».

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Paraguay de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Horacio Manuel Cartes Jara, Président de la République du Paraguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rouhani (*parle en farsi; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : En premier lieu, je tiens à féliciter M. Lajčák de son élection à la présidence de l'Assemblée générale. Je souhaite également féliciter le Secrétaire général, M. Guterres, de sa nomination à ses hautes fonctions et je lui présente tous mes vœux de succès dans ses lourdes responsabilités.

Il y a quatre mois, plus de 41 millions de personnes – 73 % du nombre total d'électeurs inscrits en Iran – se sont rendues aux urnes pour participer à la douzième élection présidentielle de notre pays, et ont, une nouvelle fois, exprimé leur confiance dans mon

programme, qui appelle à la modération et au respect des droits de l'homme, à la prospérité et à la relance économique au niveau national, et à un engagement constructif dans le monde. Leur vote a témoigné de la maturité de l'électorat dans une société qui ne connaît la gouvernance démocratique et libre que depuis quatre décennies.

Nos dernières élections n'ont pas uniquement consisté à élire un président. Elles ont été l'occasion d'un investissement politique considérable de la part de notre peuple résilient, qui est véritablement l'atout sur lequel nous pouvons le plus compter. Les droits civiques et humains, ainsi que la quête de justice et les valeurs islamiques, voilà ce qui a toujours été au cœur des grandes revendications du peuple iranien durant ses plus de 150 années de lutte, et particulièrement pendant la révolution islamique de 1979. Durant son premier mandat, tandis que, à l'international, il menait des négociations nucléaires, mon gouvernement s'est concentré, sur le plan national, sur l'examen et la définition des droits de nos citoyens, ce qui a abouti à la promulgation de la Charte des droits des citoyens et à son adoption en vue de son application, répondant ainsi aux revendications d'un peuple qui, désireux de recouvrer ses droits et sa dignité humaine, s'était soulevé contre un régime dictatorial pour la première fois il y a 111 ans, durant la révolution constitutionnelle, puis de nouveau il y a 39 ans, lors de la révolution islamique.

J'affirme ici, dans cette salle, que la modération est la voie de prédilection qu'a choisie le grand peuple iranien. La modération ne recherche ni l'isolement ni l'hégémonie. Elle n'est pas synonyme d'indifférence ni d'intransigeance. La voie de la modération est la voie de la paix. Cette paix est une paix juste et sans exclusive, et non une paix qui ne vaudrait que pour une nation et signifierait la guerre et la tourmente pour les autres. La modération, c'est la liberté et la démocratie, mises en œuvre de manière ouverte et globale, sans chercher à promouvoir la liberté à un endroit tout en appuyant les dictateurs ailleurs. La modération, c'est la synergie des idées, et non le ballet des épées. Enfin, la voie de la modération cultive la beauté. La beauté, ce n'est pas exporter des armes meurtrières. La beauté, c'est la paix. En Iran, nous nous efforçons de faire régner la paix et de promouvoir les droits fondamentaux des peuples et des nations. Nous ne cautionnons jamais la tyrannie et nous défendons toujours ceux dont la voix n'est pas entendue. Mais si nous ne menaçons jamais personne, nous ne tolérons pas non plus les menaces de quiconque. Notre discours est ancré dans la dignité et le respect, et nous

sommes insensibles aux menaces et à l'intimidation. Nous croyons en un dialogue et une négociation menés sur un pied d'égalité et fondés sur le respect mutuel.

Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, la paix, la sécurité, la stabilité et le progrès de toutes les nations sont intimement liés. Nous ne pouvons pas laisser un régime renégat et raciste fouler aux pieds les droits les plus fondamentaux des Palestiniens tandis que ceux qui ont usurpé leurs terres jouissent de la sécurité. Nul ne peut aspirer à une stabilité, une prospérité et un développement de long terme tandis que les musulmans du Yémen, de Syrie, d'Iraq, du Bahreïn, d'Afghanistan, du Myanmar et de tant d'autres endroits vivent dans la misère, la guerre et la pauvreté.

Tout au long de son histoire, l'Iran a été un bastion de tolérance pour de nombreuses religions et de nombreux groupes ethniques. Nous sommes les mêmes que ceux qui ont sauvé les juifs de la servitude de Babylone, ouvert leurs bras pour accueillir en leur sein les chrétiens arméniens et créé le continent culturel iranien avec sa diversité inédite de religions et de groupes ethniques. Je représente le même Iran qui a toujours aidé les opprimés. Il y a des siècles, nous avons appuyé les droits du peuple juif et, aujourd'hui, nous insistons sur le rétablissement des droits du peuple palestinien. L'Iran reste le même pays, appuyant la justice et cherchant la tranquillité.

Aujourd'hui, nous sommes en première ligne de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux au Moyen-Orient, non pas pour des raisons sectaires ou ethniques, mais pour des raisons éthiques, humanitaires et stratégiques. L'Iran ne cherche pas à rétablir son ancien empire, à imposer à d'autres sa religion officielle ni à exporter sa révolution par la force des armes. Nous avons suffisamment confiance dans la profondeur de notre culture, la vérité de notre foi et la ténacité et la longévité de notre révolution pour ne jamais chercher à exporter l'un quelconque d'entre eux, comme le font les néocolonialistes au son lourd des bottes de leurs soldats. Pour promouvoir notre culture, notre civilisation, notre religion et notre révolution, nous entrons dans les cœurs et inspirons les esprits. Nous récitons notre poésie et discutons de notre philosophie. Nos ambassadeurs sont nos poètes, nos mystiques et nos philosophes. Nous avons atteint les rivages de ce côté-ci de l'Atlantique avec Roumi et diffusé notre influence dans toute l'Asie avec Saadi. Nous avons déjà pris le monde avec Hafez, nous n'avons donc nul besoin de nouvelles conquêtes.

L'appel à la modération vient d'un pays qui y est attaché. Nous ne prêchons pas la modération, nous la pratiquons, comme l'atteste le Plan d'action global commun. L'accord est le résultat de deux années d'intenses négociations multilatérales qu'a salué dans sa très grande majorité la communauté internationale et qu'a approuvé le Conseil de sécurité dans sa résolution 2231 (2015). En tant que tel, l'accord appartient à la communauté internationale tout entière, et pas seulement à un ou deux pays. Le Plan d'action peut devenir un nouveau modèle d'interaction mondiale fondée sur l'engagement constructif mutuel entre nous tous. Nous avons ouvert nos portes à l'engagement et à la coopération et avons conclu des dizaines d'accords de développement avec des pays avancés, de l'Est comme de l'Ouest.

Hélas, certains se sont privés de cette occasion extraordinaire, s'imposant de fait des sanctions à eux-mêmes, et maintenant ils se sentent trahis. Nous n'avons pas été trompés, pas plus que nous n'avons triché ou trompé qui que ce soit. Nous avons décidé de l'ampleur de notre programme nucléaire nous-mêmes. Nous n'avons jamais cherché à parvenir à la dissuasion grâce aux armes nucléaires. Nous sommes immunisés par nos connaissances et, plus important encore, par la résilience de notre peuple. Voilà notre talent et notre approche. Certains disent qu'ils veulent priver l'Iran des armes nucléaires, mais nous avons toujours rejeté avec véhémence de telles armes. Nous n'avons jamais été affligés d'avoir renoncé à une option que nous n'avons jamais recherchée. Il est répréhensible que le régime sioniste voyou, qui menace la sécurité régionale et mondiale avec son arsenal nucléaire et n'a adhéré à aucun instrument international ni aucune sauvegarde, ait l'audace de prêcher aux nations pacifiques.

Imaginons à quoi ressemblerait le Moyen-Orient si le Plan d'action n'avait pas été conclu. Imaginons qu'en sus des guerres civiles, du terrorisme takfiriste, des cauchemars humanitaires et des crises sociopolitiques complexes qui ravagent l'Asie de l'Ouest, il y ait une crise nucléaire montée de toutes pièces. Que ferions-nous? Je déclare ici à l'Assemblée que la République islamique d'Iran ne sera pas le premier pays à violer l'accord, mais qu'il répondra de façon décisive et résolue à toute violation par quelque partie que ce soit. Il serait très regrettable que l'accord soit détruit par de nouveaux venus sans scrupules dans le monde de la politique; le monde perdrait là une grande occasion. Ces comportements regrettables ne pourront, toutefois, jamais arrêter l'Iran dans sa marche vers le progrès.

En violant ses engagements internationaux, la nouvelle Administration des États-Unis ne fait que détruire sa propre crédibilité et saper la confiance internationale pour ce qui est de négocier avec elle ou d'accepter sa parole.

Il y a quatre ans à l'Assemblée, la République islamique d'Iran avait parrainé l'initiative de la résolution 68/127, « Un monde contre la violence et l'extrémisme violent ». Nous considérons que le dialogue et les négociations fondés sur un paradigme à somme positive est la seule voie pour résoudre les crises mondiales et régionales. Nous avons pris la décision délibérée de renforcer nos relations avec nos voisins et d'autres dans la région, et d'intensifier notre coopération avec tous les pays amis. Nous ne pouvons pas faire face aux défis complexes et dangereux qui se posent dans cette phase de transition mondiale turbulente sans renforcer les interactions et les échanges ni institutionnaliser le dialogue entre les pays et les États. Le discours de haine ignorant et absurde, truffé d'allégations ridicules et sans fondement que nous avons entendu hier dans cette salle est non seulement indigne d'être entendu à l'Organisation des Nations Unies, qui a été créée pour promouvoir la paix et le respect entre les pays, mais en fait contredit ce que les pays demandent à l'Organisation mondiale, à savoir rassembler les gouvernements dans la lutte contre la guerre et le terrorisme.

Je tiens à souligner que les capacités de défense de la République islamique d'Iran, y compris ses missiles, sont de nature exclusivement dissuasive et défensive et visent à maintenir la paix et la stabilité dans la région et à décourager les velléités aventuristes de prétendants irrationnels. Nous ne pouvons pas oublier que dans beaucoup de nos villes, les civils ont été pris pour cible dans les attaques de missiles à longue portée ordonnées par Saddam Hussein pendant les huit années de sa guerre d'agression contre nous. Nous ne permettrons plus jamais que notre peuple soit victime de ce genre d'illusions catastrophiques. Les interventions militaires menées par des acteurs étrangers à la région – les mêmes puissances qui essaient de vendre toujours plus d'armes mortelles à d'autres États en accusant l'Iran de provoquer l'instabilité – n'ont fait qu'exacerber l'instabilité et la violence extrémiste dans notre région. Je tiens à souligner que les interventions étrangères et le fait d'imposer la volonté d'acteurs étrangers aux peuples de la région ne feront qu'aggraver et amplifier les crises dans notre région. Il n'y a pas de solution militaire aux crises en Syrie, au Yémen et à Bahreïn et celles-ci ne peuvent être réglées qu'en mettant fin aux

hostilités et en respectant la volonté et les souhaits des peuples de ces pays. Le Gouvernement des États-Unis devrait expliquer à ses citoyens pourquoi, après avoir dépensé des milliards de dollars des contribuables des États-Unis d'Amérique et de notre région, il n'a apporté à cette région que la guerre, la misère, la pauvreté et la montée du terrorisme et de l'extrémisme au lieu de contribuer à la paix et à la stabilité.

Ces quatre dernières années, l'Iran a démontré que son économie avait un potentiel d'expansion et de croissance sans pareil. Non seulement les sanctions économiques n'ont pas sapé ce potentiel, mais elles ont renforcé la détermination du peuple à accroître la production nationale. L'Iran, qui a enregistré le taux de croissance le plus élevé au monde l'an dernier, a prouvé que son économie pouvait devenir l'économie émergente la plus dynamique du monde au cours des 20 prochaines années, avec un potentiel de croissance de l'ordre de 1 000 milliards de dollars. Notre choix stratégique pour parvenir à une croissance durable et équilibrée est de faire appel à un vaste réseau de partenariats mondiaux. Nous sommes fermement convaincus que le développement et la sécurité ne peuvent progresser que s'ils vont de pair et que nos intérêts communs peuvent nous rapprocher sur les plans régional et mondial afin de garantir la sécurité de notre région et du monde.

L'Iran, qui est doté des réserves en pétrole et en gaz naturel les plus importantes au monde, est prêt à coopérer durablement avec d'autres pays pour promouvoir la sécurité énergétique mondiale. Nous souhaitons élargir les corridors de transit internationaux au moyen d'initiatives communes portant sur des projets d'infrastructures maritimes, ferroviaires et routières. Nos réalisations en matière de renforcement des infrastructures économiques au moyen d'un gazoduc qui traverse tout le pays, d'un réseau électrique national et des transports ferroviaires et routiers permettent à plusieurs industries de produire à moindre coût, avec un accès facile aux marchés nationaux et régionaux. Grâce à notre environnement juridique actuel qui est très favorable, de nombreux investisseurs étrangers sont venus en Iran, ce qui a conduit à une augmentation régulière des investissements, des coentreprises et des accords de financement dans de nombreux domaines. Dans le cadre de sa politique, mon gouvernement va continuer à améliorer en permanence l'environnement entrepreneurial, à protéger les droits de propriété intellectuelle, à améliorer constamment la gouvernance des entreprises et à lutter résolument contre le blanchiment d'argent afin de créer un climat

juridique propice aux investissements commerciaux et économiques dans divers domaines, en particulier les entreprises fondées sur le savoir.

Le peuple iranien est fermement résolu à construire un Iran libre et moderne et à participer aux efforts visant à instaurer la sécurité et la stabilité dans la région, sur la base des normes éthiques et du respect du droit international. Nous invitons tous les investisseurs, intellectuels et innovateurs du monde entier à participer à cet effort et à coopérer avec nous à cette fin. Du haut de cette tribune mondiale et en tant que représentant du peuple iranien, renommé dans le monde entier pour son hospitalité, j'invite tous ceux qui veulent parvenir à la paix, à la sécurité et au progrès grâce aux partenariats et à la coopération entre les pays à visiter l'Iran et à se joindre à nous pour construire cet avenir d'espoir.

Si nous croyons vraiment à la décision que nous avons prise collectivement il y a quatre ans à l'Assemblée générale d'œuvrer en faveur d'un monde opposé à la violence et à l'extrémisme violent, nous pouvons transformer le discours de la coercition, de l'unilatéralisme, de l'intimidation et de la guerre en une logique de dialogue, de synergie et de paix, afin que la voix de la modération soit celle qui domine dans le monde entier.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Iran de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Rumen Radev, Président de la République de Bulgarie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Bulgarie.

M. Rumen Radev, Président de la République de Bulgarie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Rumen Radev, Président de la République de Bulgarie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Radev (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord présenter mes condoléances les

plus sincères au peuple et au Gouvernement mexicains suite au séisme dévastateur survenu hier.

C'est un honneur pour moi que de prendre la parole devant l'Assemblée générale. Je voudrais féliciter S. E. M. Miroslav Lajčák pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session et lui souhaiter plein succès dans l'accomplissement de son importante mission.

Cette session revêt un intérêt particulier pour mon pays, car elle sera toujours en cours quand la Bulgarie assumera la présidence du Conseil de l'Union européenne. Cette année, le débat général met l'accent sur nos efforts collectifs en faveur de la paix et d'une vie décente pour tous sur une planète préservée, soulignant ainsi l'importance de la prévention, de la médiation, du développement durable, de la préservation de l'environnement et du respect des droits de l'homme au moyen d'une approche qui donne la priorité à l'être humain. L'Organisation des Nations Unies soutient nos objectifs en matière de paix, de sécurité, de développement et de droits de l'homme.

Les conflits en cours dans de nombreuses régions de la planète continuent de saper la paix et la sécurité internationales, ainsi que les valeurs fondamentales de l'humanité. Les explosions de violence dévastent les économies locales, déclenchent de larges mouvements de réfugiés et de migrants, causent une propagation massive de maladies, de famine et d'indicibles souffrances humaines. Les enfants sont ceux qui en général pâtissent le plus des situations de crises. Les causes profondes des conflits armés doivent être traitées d'une façon plus systématique, dans le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, en améliorant la situation économique, et en promouvant l'inclusion sociale.

Ne laisser personne de côté et tendre d'abord la main à ceux qui sont restés le plus loin derrière ne sont pas de simples déclarations politiques destinées à revigorer le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Si nous voulons vraiment transformer notre monde en le faisant sortir de la pauvreté, il nous faudra mettre pleinement en œuvre les objectifs de développement durable en promouvant l'égalité, l'inclusion et la participation.

Les conflits qui perdurent requièrent une réponse holistique de la part des Nations Unies, qui englobe diplomatie préventive, médiation, consolidation de la paix et missions politiques spéciales efficaces. Une telle réponse est essentielle pour rétablir la bonne

gouvernance et stabiliser la situation aux plans politique, économique et social dans les pays en proie aux crises et dans ceux qui sortent d'un conflit.

Au cours de ces dernières années, les trois examens du dispositif de paix et de sécurité des Nations Unies ont, avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, posé une base solide pour l'instauration de la paix et la prospérité. À cet égard, la Bulgarie appuie l'élan diplomatique en faveur de la paix, qui donne la priorité absolue à la prévention dans l'action menée par les Nations Unies et ouvre la voie aux réformes nécessaires pour pérenniser la paix.

La prévention et la médiation sont des moyens essentiels pour réduire les souffrances humaines, notamment en remédiant aux causes profondes des déplacements forcés et en conjuguant les efforts humanitaire, de développement et de consolidation de la paix. Certes, la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord reste très préoccupante et nécessite un règlement global, mais elle ne doit pas détourner l'attention de la communauté internationale de la nécessité de relancer d'urgence le processus de paix au Moyen-Orient. La Bulgarie réaffirme sa position, à savoir que la formule de la solution de deux États est un moyen réaliste, juste et durable de régler le conflit israélo-palestinien. Nous sommes convaincus que seules des négociations directes, sans conditions et menées conformément aux résolutions internationales pertinentes aboutiront à une solution susceptible de répondre aux aspirations des deux parties.

Trouver une solution politique au conflit en cours en Syrie et mettre en œuvre une transition politique crédible dans le pays est essentiel pour préserver la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de l'État syrien. Nous appuyons toutes les actions visant à parvenir dès que possible à une cessation des hostilités et à mener des négociations intra-syriennes efficaces et constructives à Genève en vue de trouver une solution politique durable à la crise. Nous estimons qu'un dialogue politique sous les auspices de l'ONU est le seul moyen possible d'améliorer progressivement les conditions de sécurité en Syrie et de régler durablement la crise humanitaire.

Une autre source de vive préoccupation pour mon pays est la situation dans l'est de l'Ukraine qui, hélas, reste extrêmement explosive malgré les accords de cessez-le-feu signés à intervalles réguliers. Nous appelons de nouveau à la mise en œuvre rapide et pleine des accords de Minsk, car il n'y a pas d'autre option

viable. Nous appuyons toujours l'activité des enceintes multilatérales, comme le format Normandie et le Groupe de contact trilatéral de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, en raison du rôle qu'ils jouent dans la promotion des efforts politiques et diplomatiques visant à trouver un règlement pacifique au conflit.

La Bulgarie est pleinement attachée au processus de paix et de stabilisation en Afghanistan et considère que la réconciliation est un prérequis majeur pour rétablir la stabilité et réaliser le développement durable en Afghanistan et au-delà. Nous invitons le Gouvernement d'unité nationale à poursuivre les réformes nécessaires dans les domaines clefs, comme la bonne gouvernance, l'état de droit, un processus électoral crédible, la lutte contre la corruption et le trafic de stupéfiants, la problématique hommes-femmes et les questions d'ordre social.

Le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements sont parmi les principaux piliers de la sécurité internationale et représentent donc des aspects concrets de l'action menée aux fins de la paix et d'une vie décente. La Bulgarie réitère son attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire, ainsi qu'à l'objectif de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. On ne peut atteindre cet objectif que si tous les États y participent, surtout ceux dotés de l'arme nucléaire. Nous devons prendre toutes les mesures universelles possibles permettant d'atteindre de façon graduelle et irréversible l'objectif final d'un monde exempt d'armes nucléaires. Les deux prochaines mesures à prendre dans ce sens pourraient être l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'ouverture de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement à Genève.

Le Plan d'action global commun concernant le programme nucléaire iranien adopté en juillet 2015 reste d'importance historique. Sa pleine mise en œuvre est extrêmement importante pour la stabilité régionale et mondiale. Mon pays réaffirme son plein appui à ce Plan.

La Bulgarie condamne catégoriquement la poursuite des essais nucléaires et des tirs de missiles par la République populaire démocratique de Corée, qui ont mené à une escalade des tensions dans la région et sapent la paix et la sécurité du monde. Nous demandons à la République populaire démocratique de Corée de mettre fin à ses programmes nucléaires et balistiques

une fois pour toute et de façon complète, irréversible et vérifiable, ainsi que de s'engager dans un dialogue constructif avec la communauté internationale. Nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une solution pacifique, diplomatique et politique à la crise.

Les récentes attaques terroristes nous rappellent tragiquement l'ampleur des défis qui nous attendent. La Bulgarie est d'avis que le Bureau de lutte contre le terrorisme nouvellement créé marque un jalon dans l'action menée pour améliorer l'efficacité des Nations Unies en matière de lutte contre le terrorisme, en appuyant la mise en œuvre équilibrée de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies de 2006, en renforçant la coordination entre les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, et en promouvant des mesures préventives qui s'attaquent aux moteurs de l'extrémisme.

La Bulgarie est extrêmement préoccupée par l'ampleur sans précédent des pillages organisés de biens culturels en Iraq, en Syrie, en Libye et dans d'autres pays en situation de conflit ou d'après-conflit. Nous condamnons le trafic et le commerce illicite d'objets culturels comme tactique de guerre et source de profit pour financer le terrorisme. C'est une menace qui exige une réponse mondiale. Un certain nombre d'instruments juridiques et de résolutions ont été adoptés par l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies, le Parlement européen et d'autres. Nous avons jeté les bases juridiques et il est de notre devoir commun de veiller à leur pleine application. La Coalition des Antiquités, la campagne de l'UNESCO faite sur les médias sociaux Unis pour le patrimoine et d'autres activités illustrent parfaitement une tendance mondiale très positive pour l'action visant à la préservation et la protection du patrimoine culturel mondial.

Les migrations internationales sont un phénomène mondial, et ce n'est que grâce à des efforts conjoints, tels que le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, que nous pourrions garantir une approche équilibrée qui comprenne le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, ainsi qu'une gestion efficace des frontières et des réadmissions. Les États ont des droits et des responsabilités en matière de gestion et de contrôle de leurs frontières, élément central de leur sécurité nationale. Un contrôle rigoureux des frontières est de la plus haute importance, en particulier dans le contexte de la prévention de la migration irrégulière et de l'élimination de la traite des êtres humains. Pour

la Bulgarie, la priorité absolue est la gestion et le contrôle efficaces des frontières extérieures de l'Union européenne, ce qui permet le bon fonctionnement de la liberté de circulation au sein de l'Union européenne.

Les changements climatiques constituent toujours l'un des plus grands défis de notre époque. Non seulement ils entravent le bien-être de nos pays, mais ils posent également des menaces à la sécurité d'un grand nombre d'entre eux. La Bulgarie respecte les obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord de Paris et estime que seule une approche universelle de sa mise en œuvre permettra d'atteindre les objectifs du programme des Nations Unies relatifs aux changements climatiques.

La Bulgarie est fermement attachée à la promotion des droits de l'homme et participe activement à un certain nombre de processus intergouvernementaux consacrés à la promotion des droits de l'homme à l'échelle mondiale. En tant que coprésidente du Groupe des Amis des enfants et des objectifs de développement durable à l'Organisation des Nations Unies, la Bulgarie préconise vivement l'intégration des droits de l'enfant dans tous les processus intergouvernementaux majeurs – en tant que véritables agents du changement social positif. En sa qualité de présidente de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées pour la période 2017-2018, la Bulgarie encourage activement l'intégration et la participation pleines et entières des personnes handicapées sur la base de l'égalité avec les autres.

En tant que membre du Conseil des droits de l'homme pour la période 2019-2021, la Bulgarie est déterminée à contribuer davantage à la promotion des droits de l'homme dans le monde, et elle compte sur le précieux soutien de ses partenaires à sa candidature. Au cours des dernières décennies, l'Organisation des Nations Unies a remarquablement avancé dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme. Ces efforts doivent être encore renforcés afin d'obtenir des résultats tangibles pour les femmes et les filles en éliminant toutes les formes de violence et de discrimination sexistes. Garantir l'égalité des droits des femmes et des hommes doit faire partie intégrante des politiques quotidiennes dans tous les domaines de la vie. Promouvoir l'égalité, lutter contre la discrimination et garantir le respect des droits de l'homme sont des mesures essentielles à la réalisation d'une paix et d'un développement durables, et nous pensons que la protection des droits de l'homme doit être placée au

centre de toutes les actions prises par l'Organisation des Nations Unies.

Le monde est actuellement confronté à d'énormes défis, peut-être les plus grands que l'humanité ait jamais rencontrés, et nous, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, devons trouver la solution. Il est temps d'agir.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Bulgarie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Rumen Radev, Président de la République de Bulgarie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 12 h 5.